ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 9 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 135

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 71

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Γενεύῃ καταρτισθεισῶν τὸ 1973 τελικῶν πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως τηλεγραφίας καὶ τηλεφωνίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

1. Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχὺν νόμου αἱ ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1973 καταρτισθεῖσαι τελικαὶ πράξεις τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, εἰς ἃς περιλαμβάνονται, ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς μετὰ δύο (2) προσαρτημάτων καὶ ἑνὸς (1) παραρτήματος, ὁ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς μετὰ δύο (2) προσαρτημάτων καὶ τὸ Τελικὸν Πρωτόκολλον, δι' ὧν ἐγένετο ἀναθεώρησις τῶν ἐν ἰσχύι Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ κανονισμῶν.

2. Τὰ κείμενα τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ἀναφερομένων τελικῶν πράξεων ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἄρθρον δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τῶν διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένων τελικῶν πράξεων ἄρχεται κατὰ τὰ ἐν ἄρθροις 15 τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ καὶ 11 τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ ὁριζόμενα.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Ἰουλίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Ἰουλίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

Règlement télégraphique

Article premier

Objet du Règlement télégraphique

1.(1) Le Règlement télégraphique fixe les principes généraux à observer dans le service télégraphique international.

(2) En appliquant les principes exposés dans le Règlement, les administrations*), pour tout ce qui n'y est pas prévu, devraient se conformer aux Avis du C.C.I.T.T., y compris toutes Instructions qui font partie de ces Avis.

2 2. Les dispositions du présent Règlement sont applicables quel que soit le moyen de transmission utilisé, sous réserve que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

Article 2

Définitions

Voie d'acheminement internationale

Une voie d'acheminement internationale se compose des circuits à utiliser pour l'acheminement du trafic de télécommunication entre deux centres ou bureaux terminaux internationaux.

Service télégraphique public international

Service qui assure l'échange des diverses classes de télégrammes internationaux.

Service télégraphique international

Désigne la généralité des diverses sortes de services internationaux de type télégraphique y compris le service des télégrammes et des radiotélégrammes, le service phototélégraphique, le service télex, le service de transmission de données, le service de radiocommunication à heures fixes et le service des circuits télégraphiques loués.

Télégrammes privés ordinaires

Télégrammes privés dont l'acceptation est obligatoire, autres que les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine, les télégrammes météorologiques et les télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949.

Taxe de répartition

Taxe fixée par accord entre administrations*) pour une relation donnée et servant à l'établissement des comptes internationaux.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

Taxe de perception

Taxe établie et perçue par une administration*) sur les usagers de son pays pour l'utilisation du service international des télécommunications.

Instruction

Une Instruction est un Avis (ou un ensemble d'Avis) élaboré par le C.C.I.T.T., traitant de modalités pratiques d'exploitation et de tarification, qui peut être éditée sous forme d'un manuel à l'intention des services d'exploitation des administrations et des exploitations privées reconnues.

Article 3

Réseau international

3 1. Les voies de communication et installations pour le service télégraphique international sont établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service.

4 2. Les administrations*) collaborent afin de constituer, exploiter et entretenir les voies et installations utilisées pour le service télégraphique international de manière à assurer la meilleure qualité de service possible.

Article 4

Services offerts aux usagers

5 1.(1) Les classes de télégrammes suivantes sont obligatoires dans le service télégraphique public international:

1. télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine,
2. télégrammes d'Etat et télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies,
3. télégrammes météorologiques,
4. télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949,
5. télégrammes privés ordinaires,
6. correspondance télégraphique de service.

(2) Les dispositions relatives à ces classes de télégrammes sont contenues dans l'Annexe.

6 2. Les administrations*) ont la faculté d'accepter d'autres télégrammes ainsi que des télégrammes avec services spéciaux mentionnés dans les Avis du C.C.I.T.T.

7 3. Les administrations*) qui, dans leur propre service, n'acceptent pas les télégrammes visés au numéro 6 ni/ou les télégrammes avec services spéciaux, doivent admettre ces télégrammes en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965).

8 4. Les administrations*), sous réserve de la législation nationale applicable, peuvent assurer des services télex, des services phototélégraphiques, des services de transmission de données, et/ou d'autres services télégraphiques et peuvent mettre des circuits internationaux à la disposition exclusive d'usagers, dans les relations où des circuits restent disponibles après satisfaction des besoins des services publics de télécommunication.

9 5. Les administrations*) peuvent conclure des accords bilatéraux ou régionaux ayant pour objet d'améliorer les services télégraphiques offerts aux usagers, pourvu que de tels accords ne soient pas en contradiction avec l'article 10 du présent Règlement.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

Article 5

Dispositions générales d'exploitation concernant les télégrammes

10 1. L'original d'un télégramme doit être écrit en caractères utilisés dans le pays d'origine et ayant leur équivalent dans les tableaux de signaux télégraphiques figurant dans les Avis du C.C.I.T.T.

11 2. Chaque télégramme doit avoir une adresse, comprenant toutes les indications nécessaires pour assurer sa remise au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.

12 3. Chaque télégramme doit comporter un texte, et peut comporter une signature. Le texte et la signature peuvent être rédigés en langage clair ou en langage secret. Ces langages peuvent être employés conjointement dans un même télégramme.

13 4. Toutes les administrations*) acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent refuser d'admettre, au départ et à l'arrivée, les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent admettre ces télégrammes en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965).

14 5. L'expéditeur d'un télégramme en langage secret est tenu de présenter le code d'après lequel le texte ou une partie du texte ou la signature du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'administration dont ce bureau relève lui en font la demande. Cette disposition n'est pas applicable aux télégrammes d'Etat ni aux télégrammes de service qui peuvent, les uns et les autres, être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

15 6. Tout ce dont l'expéditeur d'un télégramme demande la transmission est taxable, excepté l'indication de la voie et le nom du code employé pour la rédaction d'un télégramme en langage secret, lorsque ce nom est exigé par le pays d'origine ou par le pays de destination.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

16 7. Suivant leur adresse, les télégrammes sont remis par tout moyen disponible, soit à l'habitation particulière, au bureau, à l'établissement, etc., du destinataire, soit à un endroit où il est en résidence ou de passage (hôtel, etc.), soit télégraphe restant, soit poste restante, soit boîte postale.

17 8. Un télégramme peut être remis soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à toute personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné par écrit un mandataire à cet effet.

18 9. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis au destinataire, le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine, dans les plus brefs délais, un avis de service (voir Annexe, paragraphe 6.2) faisant connaître la cause de la non-remise.

19 10.(1) Sous réserve de l'application des dispositions des articles 39 et 49 de la Convention (Montreux, 1965), les administrations et les exploitations privées reconnues prennent les mesures nécessaires pour qu'une priorité spéciale soit accordée aux télégrammes relatifs à l'application des dispositions des chapitres VI, VII et VIII de la Charte des Nations Unies, échangés, en cas de situation grave, entre les personnalités suivantes:

- le président du Conseil de sécurité,
- le président de l'Assemblée générale,
- le Secrétaire général des Nations Unies,
- le président du Comité d'état-major,
- le président d'un sous-comité régional du Comité d'état-major,
- un représentant au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale,
- un membre du Comité d'état-major,
- le président ou le secrétaire principal d'une commission créée par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale,

— une personne accomplissant une mission pour l'Organisation des Nations Unies,

— un chef d'Etat,

— un ministre membre d'un gouvernement,

— le chef administratif d'un territoire sous tutelle désigné comme zone stratégique.

(2) Les télégrammes dont il est question à l'alinéa (1) ci-dessus mais qui ne font pas partie de la classe des télégrammes d'Etat sont considérés comme des télégrammes d'Etat.

Article 6

Arrêt des télégrammes

20 1. Le droit d'arrêter la transmission de certains télégrammes privés, qui est prévu à l'article 32 de la Convention (Montreux, 1965), est exercé par les bureaux ou centres télégraphiques extrêmes ou de transit, sauf recours aux autorités compétentes, qui se prononcent sans appel.

21 2. La transmission des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine, des télégrammes d'Etat et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux ou centres télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

22 3. Les administrations*) s'engagent à arrêter, dans leurs bureaux respectifs, l'acceptation, la transmission et la remise des télégrammes adressés à des agences télégraphiques de réexpédition et autres organismes constitués en vue d'expédier des télégrammes au nom de tiers dans le but de soustraire ces correspondances au paiement intégral des taxes dues pour le parcours entier. Le bureau qui arrête ainsi un télégramme doit en informer immédiatement le bureau d'origine.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

Article 7

Archives

23 1. Les originaux ou copies en fac-similé des télégrammes et les documents y relatifs, afférents au dépôt, à la transmission (si possible) et à la remise, qui doivent être retenus par les administrations*) sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent et, en tout cas, au moins pendant six mois à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret. Les administrations*) sont libres de conserver les renseignements susmentionnés par tout autre moyen, par exemple, sous forme d'enregistrement magnétique ou électronique.

24 2. Toutefois, si une administration*) juge utile de détruire de tels documents avant les délais sus-indiqués et, de ce fait, n'est pas à même de poursuivre une enquête dans laquelle ses services sont intéressés, elle en supporte toutes les conséquences aussi bien pour les remboursements de taxes que pour les différences qui pourraient être constatées dans les comptes internationaux.

25 3. Sauf les exceptions prévues à l'article 35, paragraphe 2, de la Convention (Montreux, 1965), les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être présentés qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou encore au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

Article 8

Taxes de répartition des télégrammes

26 1. Les administrations*) fixent leurs taxes terminales et de transit pour les télégrammes en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. et du prix de revient. Les taxes terminales fixées par une administration*) pour une relation avec un autre pays sont les mêmes, quelles que soient les voies d'acheminement utilisées.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

27 2. Les taxes de répartition totales sont la somme:

28 a) des taxes terminales des pays d'origine et de destination,

29 b) des taxes de transit des administrations*) intermédiaires dont les territoires, les installation ou les circuits sont empruntés pour la transmission des télégrammes,

30 c) lorsque le cas se présente, de la taxe pour tout circuit de connexion établi par voie radioélectrique, par câble sous-marin ou par tout autre moyen.

31 3. La taxe de répartition à appliquer entre deux pays doit être en principe celle qui, par addition des taxes indiquées ci-dessus, donne la somme la moins élevée.

32 4. Les administrations*) peuvent, par accord, fixer la taxe de répartition totale applicable dans une relation donnée et la répartir en parts terminales revenant aux administrations*) des pays terminaux et, s'il y a lieu, en parts de transit revenant aux administrations*) des pays de transit.

33 5. La taxe de répartition totale est exclusive de tout impôt ou taxe fiscale. Tout pays qui impose à son profit une taxe fiscale sur les télégrammes internationaux doit percevoir cet impôt en sus du tarif et exclusivement sur les expéditeurs de télégrammes déposés sur son territoire.

Article 9

Taxes de perception des télégrammes

34 Sous réserve de la législation nationale applicable, chaque administration*) fixe les taxes de perception à percevoir sur les usagers. Ce faisant, les administrations*) devraient s'efforcer d'éviter une trop grande dissymétrie entre les taxes de perception applicables dans les deux sens d'une même relation.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

Article 10

Interdiction d'accorder des rabais pour les télégrammes

35 Les Membres et Membres associés de l'Union s'engagent à interdire l'octroi, sous quelque forme que ce soit, de rabais sur les taxes figurant au tarif officiel des administrations*) et se réservent le droit de prendre des sanctions à l'égard des exploitations privées reconnues qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents ou sous-agents, accorderaient aux expéditeurs ou aux destinataires, d'une manière quelconque (par exemple par mot, par télégramme, par adjonction de mots au moyen d'avis de service taxés, sous forme de primes, etc.) des rabais ayant pour effet de réduire les taxes sus-indiquées. Ces sanctions peuvent comporter la suspension du service avec ces exploitations.

Article 11

Comptabilité[1])

36 1. Sauf accord spécial, l'administration*) responsable de la perception des taxes, établit un compte mensuel relatif à tous les montants dus et le transmet aux administrations*) intéressées.

37 2. Les comptes sont envoyés aussi rapidement que possible et en tout cas avant la fin du troisième mois suivant celui auquel ils se rapportent.

38 3. En principe, un compte est censé être accepté sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation à l'administration*) qui l'a présenté.

[1]) Voir aussi l'Appendice 1.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

39 4. Cependant, toute administration*) a le droit de contester les éléments d'un compte pendant une période de deux mois à compter de sa date de réception, mais seulement dans la mesure nécessaire pour ramener les différences dans des limites mutuellement convenues.

40 5. Le paiement du solde relatif à un compte ne sera pas différé dans l'attente d'un accord au sujet d'une contestation relative à ce compte. Les ajustements admis après coup d'un commun accord seront inclus dans un compte ultérieur.

41 6. Dans les relations pour lesquelles il n'existe pas d'accord spécial, un décompte trimestriel indiquant les soldes des comptes mensuels pour la période à laquelle ce décompte se rapporte est établi aussi rapidement que possible par l'administration*) créancière et transmis en double exemplaire à l'administration*) débitrice laquelle, après vérification, renvoie l'un des exemplaires revêtu de son visa d'acceptation.

42 7. Les paiements sont effectués aussi rapidement que possible et en tout cas dans un délai maximum de six semaines après la date de réception du décompte trimestriel par l'administration*) débitrice. Passé ce délai, l'administration*) créancière a le droit d'exiger des intérêts à raison de 6% par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

Article 12

Remboursement des taxes des télégrammes

43 Sur demande, ou à la suite d'une réclamation visant l'exécution du service, les taxes sont remboursées à ceux qui ont effectué les versements, compte tenu des Avis du C.C.I.T.T. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée avant l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de dépôt du télégramme.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

DISPOSITIONS FINALES

Article 13

Dispositions complémentaires au Règlement

44 1. Le présent Règlement pourra, en exécution des dispositions de la Résolution N° 37 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965), être complété par un Appendice supplémentaire faisant partie intégrante dudit Règlement et contenant, le cas échéant:

- toutes les dispositions que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974 pourra juger nécessaire d'incorporer au présent Règlement;
- toutes les dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (Revision de 1971) que ladite conférence pourra juger opportun de transférer;
- tout amendement à ces dispositions ou toute nouvelle disposition du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications qui seront adoptés par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

45 2. Cependant, aucune clause ainsi transférée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes et incorporée à l'Appendice cité au numéro 44 ne saurait être interprétée comme amendant ou modifiant l'une quelconque des clauses du présent Règlement; en cas d'incompatibilité, le texte du Règlement l'emporte sur les dispositions de cette clause.

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ (ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ)

Article 14

Annexe et Appendices

46 Le Règlement télégraphique est complété par l'Annexe et les Appendices 1 et 2 qui en font partie intégrante.

Article 15

Mise en vigueur du Règlement

47 1. Le présent Règlement entrera en vigueur le 1er septembre 1974, à l'exception de l'Appendice éventuel cité au numéro **44**, lequel entrera en vigueur à une date que fixera la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

48 2. En signant le présent Règlement, les délégués respectifs déclarent que, si une administration formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, aucune autre administration n'est obligée d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec l'administration qui a formulé de telles réserves.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé le présent Règlement en un exemplaire qui, avec l'Appendice cité au numéro **44** restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973.

Pour la Republique Populaire d'Albanie :
PANI PERIKLI
KATUNDI MIHALLAQ
VILA SKENDER

Pour la Republique Algerienne Democratique et Populaire :
RAOUF BOUDJAKDJI
AMAR AOUDIA
NOURDINE SAIDI

Pour la Republique Federale d'Allemagne :
J. KUPPER

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
AHMED M. ZAIDAN
ABDUL — RAHMAN DAGHESTANI

Pour la Republique Argentine :
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
PEDRO OSCAR BARRIONUEVO
RICARDO MARTIN BLEDER
HECTOR CONSTANTINO RUGIATI

Pour le Commonwealth de l'Australie :
A. C. BECKWITH
I. L. MCRAE

Pour l'Autriche :
K. VAVRA

Pour la Belgique :
BAUDRIN

Pour la Republique Socialiste Sovietique de Bielorussie :
V. OULASSIK

Pour le Bresil :
ARTHUR CEZAR DE ARAUJO ITUASSU
PEDRO JORGE CASTELO BRANCO SAMPAIO
WILSON CESAR PASSOS
PAULO RICARDO HERMANO BALDUINO

Pour la Republique Populaire de Bulgarie :
PANAYOTOV
KASSEV

Pour la Republique unie du Cameroun :
TCHOUTA MOUSSA
DIEUDONNE ANGOULA

Pour le Canada :
DE MONTIGNY MARCHAND
J. RAYMOND MARCHAND

Pour la Republique Centrafricaine :
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
JEAN—MARIE SAKILA

Pour la Republique Populaire de Chine :
LIU YUAN

Pour l'Etat de la Cite du Vatican :
SILVIO LUONI
EVANDRO COSTA

Pour la Republique Populaire du Congo :
J. INSOULI
F. BOUCKACKA

Pour la Republique du Dahomey :
ROGER AKRAKOUN

Pour le Danemark :
GUNNAR PEDERSEN
HENRY PEDERSEN

Pour l'Ensemble des Territoires Representes par l'Office Français des Postes et Telecommunications d'Outre-Mer :
J. CONSTANTIN

Pour l'Espagne :
PEDRO SANCHEZ PEREZ
CESAR GONZALEZ PALACIOS
FRANCISCO MOLINA NEGRO
JOSE MARIA PARDO HORNO

Pour les Etats-Unis d'Amerique :
ROBERT E. LEE
RICHARD T. BLACK

Pour l'Ethiopie :
AMSALOU JEMERE
HAILE DEMOZ

Pour la Finlande :
V. A. JOHANSSON
RAUNO ALANDER

Pour la France :
CHARLES HERVE COTTEN
L. CH. BURTZ
A. CHASSIGNOL

Pour la Republique Gabonaise :
HENRI OGOUENKERO
NTUTUME OUSMAN

Pour la Grèce :
ARCHELAOS TSAROUCHAS

Pour la Republique Populaire Hongroise :
HORN DEZSO

Pour la Republique de l'Inde :
H. J. MIRCHANDANI
K. C. KATIYAR

Pour la Republique d'Indonesie :
J. SUTANGGAR TENGKER
M.K.M. MANGOENDIPRODJO
EEM RACHMAT
A. SAMHUDI
E. BACHRIE

Pour l'Iran :
M. KESHAVARZIAN

Pour l'Irlande :
A. T. CORBETT
M. GRANT

Pour l'Islande :
JON SKULASON
S. THORKELSSON

Pour l'Etat d'Israel :
Y. COHEN
DAN BARLEV

Pour l'Italie :
LORENZO FEI
VINCENZO BORGHI

Pour la Jamaique :
T. O. MINOTT
D. WEBSTER

Pour le Japon :
YASUO MAKINO
MICHIO MIZOGUCHI

Pour le Kenya :
A. B. MARUNDA

Pour l'Etat de Koweit :
ABDULRAHMAN M.A. AL—AWADI

Pour le Liban :
HABIB SAADE

Pour la Republique Arabe Libyenne :
KHALIL K. ENBYA
SALEM A. SHAABAN

Pour le Luxembourg :
LEON BERNARD
LEON BODE

Pour la Malaisie :
MOHAMED BIN DARUS
SYED MUSTAFFA ALI

Pour la Republique Malgache :
B. RABENORO

Pour la Republique du Mali :
ALIOU TRAORE

Pour le Royaume du Maroc :
M. WAKRIM

Pour le Mexique :
JOEL GALVAN TALLEDOS

Pour Monaco :
CESAR CHARLES SOLAMITO

Pour la Republique Federale du Nigeria :
S. A. OLORUNSHOLA
S. O. OGUNLEYE
A. F. OSO
J. A. SOETAN

Pour la Norvege :
PER OVREGARD
IVAR MOKLEBUST
K. R. HAMMERSTROM
HAVARD WEBERG

Pour la Nouvelle-Zelande :
W. H. HICKSON
A. TURPIE

Pour le Sultanat d'Oman :
NAASHIAH S. ALKHARUSI

Pour l'Ouganda :
A. KAWAMARA

Pour le Pakistan :
ZAHEER AHMAD

Pour le Royaume des Pays-Bas :
B. J. BAKKER
J. DULLEMOND
H. PUNTER

Pour le Perou :
AUGUSTO LLANOS OLIVEROS
BERNARDO MEZA INGAR

Pour la Republique des Philippines :
CEFERINO S. CARREON
MANUEL B. CASAS

Pour la Republique Populaire de Pologne :
M. KULA

Pour le Portugal :
M. SANTOS SILVA
LUIS PAZOS ALONSO
JOSE DA CRUZ FILIPE
ROGERIO REZENDE RODRIGUES
JOSE ANTONIO DA SILVA GOMES

Pour les Provinces Portugaises d'Outre-Mer :
M. SANTOS SILVA
LUIS PAZOS ALONSO
A. GONCALVES FORTE
M. OLIVEIRA FERRO
J. A. DA SILVA PINTO

Pour la Republique Democratique Allemande :
SERINEK

Pour la Republique Socialiste Sovietique de l'Ukraine:
I. TIMTCHENKO

Pour la Republique Socialiste de Roumanie :
NATALIA SOROCEANU

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les iles Anglo-Normandes et l'ile de Man :
TOM U. MEYER
A. P. HAWKINS
S. R. V. PARAMOR

Pour la Republique du Senegal :
MAHMOUDOU SAMOURA

Pour la Republique Democratique de Somalie :
MOHAMED JAWAD BUKHARI

Pour la Republique Democratique du Soudan
ZEIN OSMAN
MOHAMMED SALIH FADL

Pour la Republique Sudafricaine :
C. G. GOUWS
C. J. VISSER

Pour la Suede :
BERTIL BJUREL
SVEN—ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND

Pour la Confederation Suisse :
F. LOCHER
B. DELALOYE
R. RUTSCHI

Pour la Republique Unie de Tanzanie :
F. C. KASAMBALA

Pour la Republique Socialiste Tchecoslovaque :
KLIMT
KOVARIK

Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amerique
WILLIAM E. DENNY

Pour la Thailande :
S. POWTONGSOOK
C. KANCHANINDU
K. PORNSUTEE

Pour la Republique Togolaise :
A. AITHNARD

Pour la Tunisie :
C. HELLAL
A. LADJIMI

Pour la Turquie :
NURGUN AKYUZALP

Pour l'Union des Republiques Socialistes Sovietiques :
N. TALYZINE

Pour la Republique du Viet-nam :
BUI—TRONG TUAN
LE—VAN—HOA
VUONG—QUANG—NGHIA

Pour la Republique Socialiste Federative de Yougoslavie :
STOJANOVIC ZIKA

APPENDICE 1

Paiement des soldes de comptes

En l'absence d'arrangements spéciaux entre administrations et/ou exploitations privées reconnues, les monnaies à utiliser pour le paiement des soldes de comptes internationaux des télécommunications — lesquels, conformément aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sont à exprimer en francs-or — ainsi que les règles de conversion de ces monnaies, doivent être les suivantes:

1. Le paiement des soldes de comptes internationaux de télécommunication est effectué dans la monnaie choisie par le créancier après consultation du débiteur. En cas de désaccord, le choix du créancier doit prévaloir dans tous les cas, sous réserve des dispositions du paragraphe 6.1. Si le créancier ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient au débiteur.

2. Le montant du paiement, tel qu'il est déterminé ci-après dans la monnaie choisie, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte.

3. Si le solde de compte est exprimé en francs-or, le montant de la monnaie choisie, qui est équivalent en valeur à ce solde, est déterminé par le rapport en vigueur la veille du paiement entre la parité du franc-or et:

a) la parité-or de la monnaie choisie, approuvée par le Fonds monétaire international (ci-après désigné par le sigle F.M.I.). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé en vertu d'une décision du Conseil d'administration du F.M.I. postérieurement à l'approbation de la parité-or de cette monnaie par le F.M.I., la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 52).

b) ou la parité-or de la monnaie choisie, fixée unilatéralement par le gouvernement ou par une institution officielle d'émission du pays intéressé (ci-après désignée par l'expression "fixée unilatéralement"). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé unilatéralement postérieurement à la fixation unilatérale d'une parité-or, la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 52);

3.1 Si la monnaie choisie ne répond pas aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration (paragraphe 3a) ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par une institution d'émission du pays intéressé (paragraphe 3 b) ne sont pas observées, la valeur équivalente de cette monnaie est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6 par référence à une autre monnaie qui répond elle-même aux dispositions du paragraphe 3.

4. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie est la même que celle dans laquelle le solde de compte est exprimé, le montant du paiement est le montant du solde de compte.

5. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie pour le paiement est différente de celle dans laquelle le solde est exprimé, le montant de la monnaie choisie pour le paiement est déterminé sur la base de la valeur-or de la monnaie du solde de compte par rapport à la valeur-or de la monnaie choisie, en se référant à leurs valeurs respectives déterminées dans les conditions indiquées au paragraphe 3.

5.1 Si, pour l'une ou l'autre ou pour les deux monnaies mentionnées au paragraphe 5, il n'existe pas de parité ou de valeur telle que celle indiquée au paragraphe 3, ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration, ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par l'institution d'émission du pays intéressé ne sont pas observées, la valeur équivalente d'une monnaie par rapport à l'autre est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6.

6. Pour déterminer l'équivalent d'une monnaie sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis dont il est fait mention aux paragraphes 3.1 et 5.1, il convient de se fonder sur le cours de clôture applicable dans la majorité des transactions commerciales, pour remise immédiate par avis télégraphique, au marché officiel des changes ou au marché normalement admis dans le principal centre financier du pays débiteur la veille du paiement, ou sur le taux le plus récent.

6.1 Si le créancier choisit une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement ou une monnaie dont la valeur équivalente doit être déterminée sur la base d'une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement, l'emploi de la monnaie choisie doit être acceptable par le débiteur.

7. A la date du paiement, le débiteur doit transmettre le montant de monnaie choisie calculé comme indiqué plus haut, par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable par le débiteur et par le créancier. Si le créancier n'émet pas de préférence, le choix appartient au débiteur.

8. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, par accord mutuel, régler par compensation leurs soldes de toute nature, à leur crédit et à leur débit, dans leurs relations avec d'autres administrations et/ou exploitations privées reconnues sous réserve que les délais de paiement soient observés. La compensation peut être étendue par accord mutuel aux créances des services postaux quand les deux administrations ou exploitations privées reconnues assurent les services postaux et de télécommunications.

9. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) supportés dans le pays débiteur, sont à la charge du débiteur. Les frais supportés dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge du créancier.

10. Si, pendant la période comprise entre l'envoi du moyen de paiement (chèque, etc.) et le moment de la réception de ce dernier par le créancier, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme indiqué aux paragraphes 3, 3.1, 5, 5.1 ou 6, et si la différence résultant de cette variation dépasse 5% de la valeur de la somme due (calculée à la suite de ladite variation), la différence totale est partagée par moitié entre le débiteur et le créancier.

11. S'il se produit un changement fondamental du système monétaire international (par exemple, modification générale substantielle du prix officiel de l'or, abandon de l'or comme base de référence générale pour les monnaies) ayant pour effet de rendre inopérantes ou impropres les dispositions prévues dans un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus, les administrations et exploitations privées reconnues ont toute latitude pour adopter, en vertu d'accords réciproques, des dispositions différentes pour le paiement des soldes de comptes, en attendant la revision du présent Appendice.

Note: Lorsque le taux central est exprimé par rapport à la monnaie d'un autre pays membre du F.M.I. (cette monnaie étant appelée ci-après "l'autre monnaie"), le montant en monnaie choisie est déterminé dans un premier temps par application au montant exprimé en francs-or de la parité (approuvée par le F.M.I.) de l'autre monnaie, puis dans un second temps en convertissant dans la monnaie choisie le résultat ainsi obtenu. Dans le cas où il n'existe pas pour l'autre monnaie de parité en vigueur approuvée par le F.M.I., les dispositions du paragraphe 6 doivent être appliquées.

APPENDICE 2

SECRETARIAT GENERAL
COMMUNICATIONS RECIPROQUES

Relations des administrations entre elles par l'intermédiaire du Secrétariat général

1. Les administrations*) notifient au Secrétariat général, par voie télégraphique, toute suspension de service effectuée en application de l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965), toute autre circonstance anormale affectant l'écoulement du trafic, ainsi que le retour aux conditions normales.

2. Le secrétaire général porte immédiatement, par voie télégraphique, ces informations à la connaissance des autres administrations*).

3. Les administrations (ou les exploitations privées reconnues autorisées par elles) notifient au Secrétariat général leurs taxes terminales et de transit ainsi que tout changement ultérieur de ces taxes.

4. Ces changements de taxe doivent être notifiés suffisamment à temps, si nécessaire par voie télégraphique, pour permettre au secrétaire général de les communiquer, par la voie du Bulletin d'exploitation, aux administrations*) dans les délais fixés dans les Avis du C.C.I.T.T.

5. Les administrations*) communiquent au Secrétariat général l'ouverture de voies nouvelles et la suppression de voies existantes, pour autant que ces voies intéressent le service international. Le secrétaire général publie ces renseignements dans le Bulletin d'exploitation.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

6. Le Secrétariat général publie aussi d'autres renseignements et statistiques qui se rapportent aux services internationaux, conformément aux accords conclus entre administrations et/ou exploitations privées reconnues et aux résolutions des conférences administratives compétentes, et en tenant compte des Avis des Comités consultatifs.

7. Les administrations*) notifient au Secrétariat général toutes les additions, modifications ou suppressions à apporter aux renseignements et statistiques mentionnés ci-dessus. Dans la mesure du possible, les amendements à apporter aux documents en cause sont communiqués dans la forme requise pour ces documents. Pour les statistiques et autres renseignements qui doivent être présentés sous forme de tableaux, des questionnaires seront transmis aux administrations*).

8. Les administrations*) doivent répondre d'une manière rapide et complète aux demandes du secrétaire général portant sur des renseignements à inclure dans les documents dont il s'agit.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

ANNEXE

(voir l'article 4)

1. *Télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine*

1.1 Conformément aux dispositions de l'article 39 de la Convention (Montreux, 1965), les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi que les télégrammes épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé ont la priorité absolue sur tous les autres télégrammes.

1.2 Ces télégrammes, émis par des autorités gouvernementales ou par des particuliers, doivent se rapporter à la sécurité de la vie humaine dans des cas d'urgence exceptionnelle dont le caractère d'intérêt général est évident.

1.3 Les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine émis par le siège de l'Organisation mondiale de la santé ou par les centres épidémiologiques régionaux de cette organisation doivent porter l'attestation qu'ils sont bien des télégrammes d'urgence exceptionnelle relatifs à la sécurité de la vie humaine.

1.4 Le texte et la signature des télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine déposés dans les bureaux télégraphiques doivent être rédigés en langage clair.

1.5 Les administrations*) sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine.

2. *Télégrammes d'Etat et télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies*

2.1 Les télégrammes d'Etat sont ceux que la Convention (Montreux, 1965) définit comme tels.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

2.2 Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigée lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2.3 Les réponses aux télégrammes d'Etat sont également considérées comme des télégrammes d'Etat. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

2.4 Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, ceux de ces télégrammes qui ne remplissent pas ces conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat, mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'administration dont ils relèvent.

2.5 Le numéro **19** du présent Règlement définit des télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies auxquels une priorité spéciale doit être accordée et qui sont considérés comme des télégrammes d'Etat.

2.6 Les administrations*) sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes d'Etat pour lesquels l'expéditeur a demandé la priorité de transmission.

3. *Télégrammes météorologiques*

Le terme "télégramme météorologique" désigne un télégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, adressé à un tel service ou à une telle station, et contenant exclusivement des observations ou des prévisions météorologiques. Un télégramme de l'espèce doit toujours être considéré comme rédigé en langage clair.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

4. *Télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949*

4.1 Ces télégrammes comprennent:

a) les télégrammes adressés aux prisonniers de guerre et aux civils internés, ou à leurs représentants (hommes de confiance, comités d'internés); par les Sociétés de secours reconnues venant en aide aux victimes de la guerre;

b) les télégrammes que les prisonniers de guerre et les civils internés sont autorisés à envoyer et ceux que leurs représentants (hommes de confiance, comités d'internés) expédient dans l'exercice de leurs fonctions conventionnelles;

c) les télégrammes concernant les prisonniers de guerre, les civils internés ou en liberté restreinte, le décès de militaires ou de civils au cours d'hostilités, envoyés dans l'exercice de leurs fonctions conventionnelles par les bureaux nationaux de renseignements et par l'Agence centrale de renseignements prévus par les Conventions de Genève du 12 août 1949, ainsi que par les délégations de ces bureaux ou de cette Agence.

4.2 Les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre, par les civils internés ou par leurs représentants, doivent être revêtus du sceau du camp ou de la signature de son commandant ou d'un de ses remplaçants.

4.3 Les télégrammes envoyés par les bureaux et par l'Agence visés ci-dessus ou par leurs délégations, ainsi que ceux qui sont expédiés par les sociétés de secours reconnues venant en aide aux victimes de la guerre, doivent porter le sceau du bureau, de l'Agence, de la délégation ou de la société qui les expédie.

5. *Télégrammes privés ordinaires*

Les télégrammes privés ordinaires sont les télégrammes privés dont l'acceptation est obligatoire, autres que les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine, les télégrammes météorologiques et les télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949.

6. *Correspondance télégraphique de service*

La correspondance télégraphique de service comprend les télégrammes de service, les avis de service et les avis de service taxés.

6.1 Les *télégrammes de service* sont les télégrammes qui se rapportent aux télécommunications publiques internationales et qui sont échangés entre:

6.1.1 les administrations,

6.1.2 les exploitations privées reconnues,

6.1.3 les administrations et les exploitations privées reconnues,

6.1.4 les administrations et exploitations privées reconnues d'une part et le secrétaire général de l'U.I.T. d'autre part.

6.2 Les *avis de service* sont des télégrammes qui se rapportent à des incidents de service ou qui sont relatifs au fonctionnement des circuits et des bureaux ou centres télégraphiques et aux transmissions de trafic. Ils sont échangés entre les bureaux ou centres télégraphiques.

6.3 Les *avis de service taxés* sont des télégrammes émis par l'expéditeur ou le destinataire d'un télégramme en vue d'obtenir des informations relatives à ce télégramme ou de donner des instructions à son sujet.

Règlement téléphonique

Article premier

Objet du Règlement téléphonique

1 1.(1) Le Règlement téléphonique fixe les principes généraux à observer dans le service téléphonique international.

(2) En appliquant les principes exposés dans le Règlement, les Administrations*), pour tout ce qui n'y est pas prévu, devraient se conformer aux Avis du C.C.I.T.T., y compris toutes Instructions qui font partie de ces Avis.

2 2. Les dispositions du présent Règlement sont applicables quel que soit le moyen de transmission utilisé, sous réserve que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

Article 2

Définitions

Voie d'acheminement internationale

Une voie d'acheminement internationale se compose des circuits à utiliser pour l'acheminement du trafic de télécommunication entre deux centres ou bureaux terminaux internationaux.

Taxe de répartition

Taxe fixée par accord entre administrations*) pour une relation donnée et servant à l'établissement des comptes internationaux.

Taxe de perception

Taxe établie et perçue par une administration*) sur les usagers de son pays pour l'utilisation du service international des télécommunications.

Instruction

Une Instruction est un Avis (ou un ensemble d'Avis) élaboré par le C.C.I.T.T., traitant de modalités pratiques d'exploitation et de tarification, qui peut être éditée sous forme d'un manuel à l'intention des services d'exploitation des administrations et des exploitations privées reconnues.

Article 3

Réseau international

3 1. Toutes les administrations*) doivent favoriser l'établissement du service téléphonique à l'échelle mondiale et s'efforcer d'étendre le service téléphonique international à leur réseau national.

4 2. Les administrations*) désignent les centres qui, dans le territoire qu'elles desservent, doivent être considérés comme centres internationaux.

5 3. Les voies de communication et installations pour le service téléphonique international sont établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service.

6 4. Les administrations*) collaborent afin de constituer, exploiter et entretenir les voies et installations utilisées pour le service téléphonique international de manière à assurer la meilleure qualité de service possible.

7 5. Les administrations*) déterminent d'un commun accord les voies d'acheminement à utiliser. [1])

Article 4

Services offerts aux usagers

8 1. Les administrations*) fixent par accord mutuel les catégories de conversations, les facilités spéciales et les transmissions spéciales utilisant les circuits téléphoniques à admettre dans leurs relations internationales réciproques, en respectant les dispositions des articles 39 et 40 de la Convention (Montreux, 1965). A cette fin, les administrations peuvent conclure des accords bilatéraux ou régionaux ayant pour objet d'améliorer les services téléphoniques offerts aux usagers.

---

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

1) Dans l'attente d'un accord mutuel, voir la Recommandation N° 2 concernant le traitement du trafic de départ.

9 2. Les administrations*) déterminent par accord mutuel les conditions dans lesquelles elles mettent des circuits internationaux de type téléphonique à la disposition exclusive d'usagers, moyennant une redevance appropriée, dans les relations où de tels circuits demeurent disponibles après satisfaction des besoins des services publics de télécommunications.

Article 5

Méthodes d'exploitation

10 Les administrations*) s'entendent pour appliquer, dans leurs relations internationales, les méthodes d'exploitation qui répondent le mieux aux besoins, compte tenu des conditions et des possibilités d'exploitation.

Article 6

Taxes de répartition

11 1. La taxe de répartition se compose des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

12 2. Les administrations*) fixent leurs taxes terminales et de transit.

13 3. Toutefois, les administrations*) peuvent, par accord, fixer la taxe globale de répartition applicable dans une relation donnée et la répartir en parts terminales revenant aux administrations*) des pays terminaux et, s'il y a lieu, en parts de transit revenant aux administrations*) des pays de transit.

14 4. Dans le cas où un accord du type de celui prévu au numéro 13 n'est pas réalisé, la taxe globale de répartition est déterminée conformément aux dispositions des numéros 11 et 12.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

15 5. Quand une administration*) a acquis, par location ou par tout autre moyen, le droit d'utiliser une partie des circuits et/ou des installations d'une autre administration*), elle fixe la taxe de répartition conformément aux dispositions des numéros 11 et 12 pour l'utilisation de cette partie de la liaison. De même, aux termes des dispositions du numéro 13, la part de la taxe globale de répartition pour la partie dont il s'agit revient à l'administration*) qui a acquis le droit d'utiliser les circuits et/ou les installations de l'autre administration*). Les mêmes dispositions s'appliquent quand plusieurs administrations*) ont acquis en commun le droit d'utiliser une partie des circuits et/ou des installations d'une autre administration*).

Article 7

Taxes de perception

16 1. Sous réserve de la législation nationale applicable, chaque administration*) fixe les taxes à percevoir sur les usagers. Ce faisant, les administrations*) devraient s'efforcer d'éviter une trop grande dissymétrie entre les taxes de perception applicables dans les deux sens d'une même relation.

17 2. La taxe à percevoir sur les usagers pour une communication devrait, en principe, être la même dans une relation donnée, quelle que soit la voie d'acheminement utilisée.

Article 8

Comptabilité[1])

18 1. Sauf accord spécial, l'administration*) responsable de la perception des taxes établit un compte mensuel relatif à tous les montants dus et le transmet aux administrations*) intéressées.

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

1) Voir aussi l'Appendice 1.

19 2. Les comptes sont envoyés aussi rapidement que possible et en tout cas avant la fin du troisième mois suivant celui auquel ils se rapportent.

20 3. En principe, un compte est censé être accepté sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation à l'administration*) qui l'a présenté.

21 4. Cependant, toute administration*) a le droit de contester les éléments d'un compte pendant une période de deux mois à compter de sa date de réception, mais seulement dans la mesure nécessaire pour ramener les différences dans des limites mutuellement convenues.

22 5. Le paiement du solde relatif à un compte ne sera pas différé dans l'attente d'un accord au sujet d'une contestation relative à ce compte. Les ajustements admis après coup d'un commun accord seront inclus dans un compte ultérieur.

23 6. Dans les relations pour lesquelles il n'existe pas d'accord spécial, un décompte trimestriel indiquant les soldes des comptes mensuels pour la période à laquelle ce décompte se rapporte est établi aussi rapidement que possible par l'administration*) créancière et transmis en double exemplaire à l'administration*) débitrice laquelle, après vérification, renvoie l'un des exemplaires revêtu de son visa d'acceptation.

24 7. Les paiements sont effectués aussi rapidement que possible et en tout cas dans un délai maximum de six semaines après la date de réception du décompte trimestriel par l'administration*) débitrice. Passé ce délai, l'administration*) créancière a le droit d'exiger des intérêts à raison de 6% par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

---

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

DISPOSITIONS FINALES

Article 9

Dispositions complémentaires au Règlement

25 1. Le présent Règlement pourra, en exécution des dispositions de la Résolution N° 37 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) être complété par un Appendice supplémentaire faisant partie intégrante dudit Règlement et contenant, le cas échéant:

- toutes les dispositions que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974 pourra juger nécessaire d'incorporer au présent Règlement;
- toutes les dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (Revision de 1971) que ladite conférence pourra juger opportun de transférer;
- tout amendement à ces dispositions ou toute nouvelle disposition du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications qui seront adoptés par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

26 2. Cependant, aucune clause ainsi transférée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes et incorporée à l'Appendice cité au numéro 25 ne saurait être interprétée comme amendant ou modifiant l'une quelconque des clauses du présent Règlement; en cas d'incompatibilité, le texte du Règlement l'emporte sur les dispositions de cette clause.

Article 10

Appendices

27 Le Règlement téléphonique est complété par les Appendices 1 et 2 qui en font partie intégrante.

Article 11

Mise en vigueur du Règlement

28 1. Le présent Règlement entrera en vigueur le 1er septembre 1974, à l'exception de l'Appendice éventuel cité au numéro **25**, lequel entrera en vigueur à une date que fixera la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

29 2. En signant le présent Règlement, les délégués respectifs déclarent que, si une administration formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, aucune autre administration n'est obligée d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec l'administration qui a formulé de telles réserves.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé le présent Règlement en un exemplaire qui, avec l'Appendice cité au numéro 25, restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973

(Suivent les mêmes signatures que pour le Règlement télégraphique)

APPENDICE 1

Paiement des soldes de comptes

En l'absence d'arrangements spéciaux entre administrations et/ou exploitations privées reconnues, les monnaies à utiliser pour le paiement des soldes de comptes internationaux des télécommunications — lesquels, conformément aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sont à exprimer en francs-or — ainsi que les règles de conversion de ces monnaies, doivent être les suivantes:

1. Le paiement des soldes de comptes internationaux de télécommunications est effectué dans la monnaie choisie par le créancier après consultation du débiteur. En cas de désaccord, le choix du créancier doit prévaloir dans tous les cas, sous réserve des dispositions du paragraphe 6.1. Si le créancier ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient au débiteur.

2. Le montant du paiement, tel qu'il est déterminé ci-après dans la monnaie choisie, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte.

3. Si le solde de compte est exprimé en francs-or, le montant de la monnaie choisie, qui est équivalent en valeur à ce solde, est déterminé par le rapport en vigueur la veille du paiement entre la parité du franc-or et:

a) la parité-or de la monnaie choisie, approuvée par le Fonds monétaire international (ci-après désigné par le sigle F.M.I.). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé en vertu d'une décision du Conseil d'administration du F.M.I. postérieurement à l'approbation de la parité-or de cette monnaie par le F.M.I., la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 72);

b) ou la parité-or de la monnaie choisie, fixée unilatéralement par le gouvernement ou par une institution officielle d'émission du pays intéressé (ci-après désignée par l'expression "fixée unilatéralement"). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie à été fixé unilatéralement postérieurement à la fixation unilatérale d'une parité-or, la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 72).

3.1 Si la monnaie choisie ne répond pas aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration (paragraphe 3 a)) ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par une institution d'émission du pays intéressé (paragraphe 3 b)) ne sont pas observées, la valeur équivalente de cette monnaie est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6 par référence à une autre monnaie qui répond elle-même aux dispositions du paragraphe 3.

4. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie est la même que celle dans laquelle le solde de compte est exprimé, le montant du paiement est le montant du solde de compte.

5. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie pour le paiement est différente de celle dans laquelle le solde est exprimé, le montant de la monnaie choisie pour le paiement est déterminé sur la base de la valeur-or de la monnaie du solde de compte par rapport à la valeur-or de la monnaie choisie, en se référant à leurs valeurs respectives déterminées dans les conditions indiquées au paragraphe 3.

5.1 Si, pour l'une ou l'autre ou pour les deux monnaies mentionnées au paragraphe 5, il n'existe pas de parité ou de valeur telle que celle indiquée au paragraphe 3, ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration, ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par l'institution d'émission du pays intéressé ne sont pas observées, la valeur équivalente d'une monnaie par rapport à l'autre est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6.

6. Pour déterminer l'équivalent d'une monnaie sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis dont il est fait mention aux paragraphes 3.1 et 5.1, il convient de se fonder sur le cours de clôture applicable dans la majorité des transactions commerciales, pour remise immédiate par avis télégraphique, au marché officiel des changes ou au marché normalement admis dans le principal centre financier du pays débiteur la veille du paiement, ou sur le taux le plus récent.

6.1 Si le créancier choisit une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement ou une monnaie dont la valeur équivalente doit être déterminée sur la base d'une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement, l'emploi de la monnaie choisie doit être acceptable par le débiteur.

7. A la date du paiement, le débiteur doit transmettre le montant de monnaie choisie calculé comme indiqué plus haut, par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable par le débiteur et par le créancier. Si le créancier n'émet pas de préférence, le choix appartient au débiteur.

8. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, par accord mutuel, régler par compensation leurs soldes de toute nature, à leur crédit et à leur débit, dans leurs relations avec d'autres administrations et/ou exploitations privées reconnues sous réserve que les délais de paiement soient observés. La compensation peut être étendue par accord mutuel aux créances des services postaux quand les deux administrations ou exploitations privées reconnues assurent les services postaux et de télécommunications.

9. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) supportés dans le pays débiteur, sont à la charge du débiteur. Les frais supportés dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge du créancier.

10. Si, pendant la période comprise entre l'envoi du moyen de paiement (chèque, etc.) et le moment de la réception de ce dernier par le créancier, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme indiqué aux paragraphes 3, 3.1, 5, 5.1 ou 6, et si la différence résultant de cette variation dépasse 5% de la valeur de la somme due (calculée à la suite de ladite variation), la différence totale est partagée par moitié entre le débiteur et le créancier.

11. S'il se produit un changement fondamental du système monétaire international (par exemple, modification générale substantielle du prix officiel de l'or, abandon de l'or comme base de référence générale pour les monnaies) ayant pour effet de rendre inopérantes ou impropres les dispositions prévues dans un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus, les administrations et exploitations privées reconnues ont toute latitude pour adopter, en vertu d'accords réciproques, des dispositions différentes pour le paiement des soldes de comptes, en attendant la révision du présent Appendice.

Note: Lorsque le taux central est exprimé par rapport à la monnaie d'un autre pays membre du F.M.I. (cette dernière monnaie étant appelée ci-après "l'autre monnaie"), le montant en monnaie choisie est déterminé dans un premier temps par application au montant exprimé en francs-or de la parité (approuvée par le F.M.I.) de l'autre monnaie, puis dans un second temps en convertissant dans la monnaie choisie le résultat ainsi obtenu. Dans le cas où il n'existe pas pour l'autre monnaie de parité en vigueur approuvée par le F.M.I., les dispositions du paragraphe 6 doivent être appliquées.

APPENDICE 2

SECRETARIAT GENERAL
COMMUNICATIONS RECIPROQUES

Relations des administrations entre elles par l'intermédiaire du Secrétariat général

1. Le Secrétariat général publie les renseignements et statistiques qui se rapportent aux services internationaux, conformément aux accords conclus entre administrations et/ou exploitations privées reconnues et aux résolutions des conférences administratives compétentes, et en tenant compte des Avis des Comités consultatifs.

2. Les administrations*) notifient au Secrétariat général toutes les additions, modifications ou suppressions à apporter aux renseignements et statistiques mentionnés ci-dessus. Dans la mesure du possible, les amendements à apporter aux documents en cause sont communiqués dans la forme requise pour ces documents. Pour les statistiques et autres renseignements qui doivent être présentés sous forme de tableaux, des questionnaires seront transmis aux administrations*).

3. Les administrations*) doivent répondre d'une manière rapide et complète aux demandes du secrétaire général portant sur des renseignements à inclure dans les documents dont il s'agit.

Protocole final

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), les délégués soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence:

*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

I

(Règlement télégraphique)

Pour les Etats-Unis d'Amérique

1. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature du Règlement télégraphique (Révision de Genève, 1973) faite en leur nom, ou par la ratification de ce Règlement, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement au service intérieur des Etats-Unis, en ce qui concerne le service télégraphique entre les Etats-Unis, d'une part, le Canada, le Mexique et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, d'autre part, et les tarifs applicables à un tel service.

2. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement télégraphique (Révision de Genève, 1973) au service sur des voies de télécommunications autres que les voies ouvertes à la correspondance publique.

II

(Règlement téléphonique)

Pour les Etats-Unis d'Amérique

1. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature du Règlement téléphonique (Révision de Genève, 1973) faite en leur nom, ou par la ratification de ce Règlement, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement au service intérieur des Etats-Unis, en ce qui concerne le service téléphonique entre les Etats-Unis, d'une part, le Canada, le Mexique et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, d'autre part, et les tarifs applicables à un tel service.

2. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement téléphonique (Révision de Genève, 1973) au service sur des voies de télécommunications autres que les voies ouvertes à la correspondance publique.

III

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare réserver le droit de son pays de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains pays n'observeraient pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique.

IV

(Règlement télégraphique et téléphonique)

Pour la Jamaïque

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la Jamaïque réserve le droit de son administration d'accepter ou de refuser, en totalité ou en partie, les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique.

V

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour la République Arabe Libyenne

La signature par la délégation libyenne des Actes finals (Règlement télégraphique, Règlement téléphonique, Protocole final) de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973) est sujette à l'approbation du Gouvernement de la République Arabe Libyenne, ainsi que cela est indiqué dans les pouvoirs de ladite délégation.

VI

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour le Mexique

En signant le Règlement télégraphique et le Règlement téléphonique, le Mexique se réserve le droit d'appliquer les Avis du C.C.I.T.T. dans la mesure où ils permettent de résoudre tant les problèmes internationaux de caractère universel que les problèmes régionaux.

VII

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour la République Socialiste de Roumanie

La délégation roumaine, en procédant à la signature des Actes finals de la présente Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique, c'est-à-dire du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Protocole final, déclare qu'elle signe ces Actes sous la réserve de leur approbation ultérieure par le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

VIII

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour la République Démocratique Somalie

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Démocratique Somalie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prende toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque ne respecte pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique adoptés par ladite Conférence.

IX

(Règlements télégraphique et téléphonique)

Pour la République Démocratique du Soudan

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Démocratique du Soudan déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque ne respecte pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique adoptés par ladite Conférence.

X

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie,
la République Populaire de Bulgarie,
la République Populaire Hongroise,
la République Populaire de Pologne,
la République Démocratique Allemande,
la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine,
la République Socialiste Tchécoslovaque
l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

La République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste Tchécoslovaque, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent que les délégués de l'Administration de Saïgon ne représentent pas le Viet-Nam du Sud car, au Viet-Nam du Sud, il existe deux zones et deux administrations: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'Administration de Saïgon.

En conséquence, la signature des Actes finals par les délégués de l'Administration de Saïgon ne peut pas être considérée comme la signature au nom du Viet-Nam du Sud.

XI

Pour la République Populaire de Chine

1. L'Accord de Paris sur le Viet-Nam reconnaît en fait l'existence, au Viet-Nam du Sud, de deux administrations: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon. Dans le contexte politique actuel, il n'est pas normal que les autorités de Saïgon soient représentées unilatéralement aux réunions de l'U.I.T Nous exprimons donc nos regrets.

Les signatures apposées par les représentants des autorités de Saïgon au bas des Règlements télégraphique et téléphonique sont donc nulles et non avenues.

2. Les dirigeants blancs d'Afrique du Sud, qui imposent la loi coloniale au peuple sud-africain, ne sont en aucune façon qualifiés pour participer aux réunions de l'U.I.T. au nom de ce peuple. Il est donc illégal qu'ils signent les Règlements télégraphique et téléphonique.

XII

Pour la République Populaire d'Albanie

1. La délégation de la République Populaire d'Albanie proteste contre la présence à cette conférence de la délégation de la soi-disant République du Viet-Nam, parce que cette délégation ne représente pas le peuple vietnamien.

2. La délégation de la République Populaire d'Albanie tient à déclarer qu'elle considère nulle et non avenue les pleins pouvoirs émanant du Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud.

XIII

Pour la République Socialiste de Roumanie

1. La délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare que l'Administration de Saïgon ne peut pas représenter le Viet-Nam du Sud aux travaux de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique. En conséquence, la délégation roumaine considère la signature des Actes de ladite Conférence par les représentants des autorités de Saïgon comme nulle et non avenue.

2. La délégation de la République Socialiste de Roumanie considère en même temps que la délégation de la République de l'Afrique du Sud ne représente pas les intérêts du peuple sud-africain et par conséquent ne peut pas agir au nom de celui-ci.

XIV

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

Au nom de la délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, il est déclaré que la délégation du Viet-Nam n'a pas le droit de signer les Actes finals de cette conférence au nom du Viet-Nam tout entier.

XV

Pour la République du Viet-Nam

1. La délégation de la République du Viet-Nam rejette catégoriquement les déclarations tendancieuses faites par certaines délégations et déplore l'usage abusif de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique par ces délégations à des fins politiques et de propagande.

2. La délégation de la République du Viet-Nam réitère la déclaration qu'elle a faite à la Commission de vérification des pouvoirs et considère les déclarations des délégations susmentionnées comme nulles et non avenues.

XVI

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), la République Unie du Cameroun, la République Centrafricaine, la République Populaire du Congo, la République du Dahomey, l'Ethiopie, le Kenya, la République Arabe Libyenne, la République Malgache, la République du Mali, le Royaume du Maroc, la République Fédérale de Nigeria, l'Ouganda, la République du Sénégal, la République Démocratique Soudanaise, la République Démocratique du Soudan, la République Unie de Tanzanie, la République Togolaise, la Tunisie,

Les délégations ci-dessus considèrent que la délégation ici présente au nom de la République Sudafricaine ne représente pas les intérêts du peuple sud-africain. Elle ne peut ainsi agir au nom de celui-ci.

En conséquence, il est illégal qu'elle signe les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique.

XVII

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie,
la République Populaire de Bulgarie,
la République Populaire Hongroise,
la République Populaire de Pologne,
la République Démocratique Allemande
la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine,
la République Socialiste Tchécoslovaque,
l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Les délégations ci-dessus appuient sans réserve la déclaration du groupe des pays africains relative à la condamnation de la politique raciste de la République Sudafricaine et à l'illégalité de la participation de la délégation de la République Sudafricaine aux travaux de la Conférence.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973.

(Suivent les mêmes signatures que pour le Règlement télégraphique)

ΤΗΛΕΓΡΑΦΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ.

Ἄρθρον 1.

Ἀντικείμενον τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ.

1 1.(1) Ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς καθορίζει τὰς γενικὰς ἀρχάς, τὰς τηρητέας εἰς τὴν Διεθνῆ Τηλεγραφικὴν Ὑπηρεσίαν.

(2) Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν εἰς τὸν Κανονισμὸν ἀναφερομένων ἀρχῶν, αἱ Διευθύνσεις* διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέπεται εἰς τοῦτον, δέον νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T., περιλαμβανομένων ἁπασῶν τῶν Ὁδηγιῶν, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμῆμα τῶν Συστάσεων τούτων.

2 2. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐφαρμόζονται ἀνεξαρτήτως τῶν χρησιμοποιουμένων μέσων μεταβιβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ὁ Κανονισμὸς Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὁ Πρόσθετος Κανονισμὸς Ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν ὁρίζουν ἄλλως.

Ἄρθρον 2.

Ὁρισμοί.

Διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως.

Ἡ διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως ἀποτελεῖται ἐκ κυκλωμάτων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς κινήσεως μεταξὺ δύο διεθνῶν τερματικῶν Κέντρων ἢ Γραφείων.

Διεθνὴς Δημοσία Τηλεγραφικὴ Ὑπηρεσία.

Ὑπηρεσία ἐξασφαλίζουσα τὴν διαμοιβὴν διεθνῶν τηλεγραφημάτων διαφόρων κατηγοριῶν.

Διεθνὴς Τηλεγραφικὴ Ὑπηρεσία

Καθορίζει τὰς γενικότητας τῶν πάσης φύσεως διεθνῶν τηλεγραφικῶν ὑπηρεσιῶν, περιλαμβανομένων τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεγραφημάτων καὶ ραδιοτηλεγραφημάτων, φωτοτηλεγραφίας, TELEX, μεταβιβάσεως DATA, ραδιοεπικοινωνιῶν προκαθωρισμένης ὥρας, ὡς καὶ τῆς ὑπηρεσίας μισθωμένων τηλεγραφικῶν κυκλωμάτων.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων ἡ ἀποδοχὴ εἶναι ὑποχρεωτική, ἐκτὸς τῶν τηλεγραφημάτων τῶν ἀφορώντων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, τῶν μετεωρολογικῶν τηλεγραφημάτων καὶ τῶν τηλεγραφημάτων τῶν ἀφορώντων εἰς τὰ ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 προστατευόμενα πρόσωπα ἐν καιρῷ πολέμου.

Τέλος κατανομῆς.

Τέλος καθοριζόμενον διὰ συμφωνίας μεταξὺ Διευθύνσεων* εἰς μίαν δεδομένην σχέσιν καὶ τὸ ὁποῖον χρησιμοποιεῖται διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

Τέλος εἰσπράξεως.

Τέλος καθοριζόμενον καὶ εἰσπραττόμενον ὑπὸ Διευθύνσεως* ἀπὸ τὸ Κοινὸν τῆς χώρας της διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς διεθνοῦς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας.

Ὁδηγίαι.

Ὁδηγίαι εἶναι Σύστασις ἢ (σύνολον Συστάσεων) ἐκπονηθεῖσα ὑπὸ τῆς C.C.I.T.T., διαλαμβάνουσα πρακτικὰς μεθόδους ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἡ ὁποία δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ μορφὴν ἐγχειριδίου πρὸς χρῆσιν τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐκμεταλλεύσεως τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

Ἄρθρον 3.

Διεθνὲς δίκτυον.

3 1. Αἱ ὁδοὶ ἐπικοινωνίας καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν διεθνῆ τηλεγραφικὴν ὑπηρεσίαν ἐγκαθίστανται εἰς ἐπαρκῆ ἀριθμὸν διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς Ὑπηρεσίας.

4 2. Αἱ Διευθύνσεις* συνεργάζονται διὰ τὴν ἐγκατάστασιν, ἐκμετάλλευσιν καὶ συντήρησιν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνῆ Τηλεγραφικὴν Ὑπηρεσίαν ὁδῶν ἐπικοινωνίας καὶ ἐξοπλισμοῦ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐξασφαλίσεως τῆς καλυτέρας δυνατῆς ποιότητος ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 4.

Ὑπηρεσίαι παρεχόμεναι εἰς τὸ Κοινόν.

5 1.(1) Αἱ ἀκόλουθοι κατηγορίαι τηλεγραφημάτων εἶναι ὑποχρεωτικαὶ εἰς τὴν Διεθνῆ δημοσίαν Τηλεγραφικὴν Ὑπηρεσίαν.

1. Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

2. Τηλεγραφήματα Κρατικὰ καὶ τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Τηλεγραφήματα Μετεωρολογικά.

4. Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐν καιρῷ πολέμου, ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

5. Τηλεγραφήματα συνήθη ἰδιωτικά.

6. Τηλεγραφικὴ ὑπηρεσιακὴ ἀνταπόκρισις.

(2) Αἱ διατάξεις, αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς ἀνωτέρω κατηγορίας τηλεγραφημάτων, περιλαμβάνονται εἰς τὸ Παράρτημα.

6 2. Αἱ Διευθύνσεις* δύνανται νὰ δέχωνται ἕτερα τηλεγραφήματα, ὡς καὶ τηλεγραφήματα μετ' εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν, ἀναφερόμενα εἰς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T.

7 3. Αἱ Διευθύνσεις* αἱ ὁποῖαι εἰς τὰς ὑπηρεσίας των δὲν δέχονται τηλεγραφήματα ἢ καὶ τηλεγραφήματα μετ' εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν ἀναφερόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 6, δέον νὰ δέχωνται ταῦτα διαβατικῶς, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965).

8 4. Αἱ Διευθύνσεις* δύνανται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἰσχυούσης ἐθνικῆς των Νομοθεσίας, νὰ ἐξασφαλίζουν ὑπηρεσίας TELEX, ὑπηρεσίας φωτοτηλεγραφικάς, ὑπηρεσίας μεταβιβάσεως DATA ἢ καὶ ἑτέρας τηλεγραφικὰς ὑπηρεσίας, προσέτι δὲ δύνανται, μετὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ἀναγκῶν τοῦ Κοινοῦ, νὰ θέτουν κατ' ἀποκλειστικότητα εἰς τὴν διάθεσιν τῶν χρήσεων διεθνῆ κυκλώματα, εἰς ἃς σχέσεις ὑπάρχουν ἐλεύθερα τοιαῦτα.

9 5. Αἱ Διευθύνσεις* δύνανται νὰ συνάπτουν διμερεῖς ἢ περιοχικὰς συμφωνίας ἐπὶ σκοπῷ βελτιώσεως τῶν παρεχομένων εἰς τοὺς χρήστας τηλεγραφικῶν ὑπηρεσιῶν, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τοιαῦται συμφωνίαι δὲν θὰ εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὸ ἄρθρον 10 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 5.

Γενικαὶ διατάξεις ἐκμεταλλεύσεως ἀφορῶσαι εἰς τὰ τηλεγραφήματα.

10 1. Τὸ πρωτότυπον τηλεγραφήματος δέον νὰ συντάσσηται διὰ χαρακτήρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν χώραν καταγωγῆς, τῶν ὁποίων ὑπάρχει ἀντιστοιχία εἰς τὸν Πίνακα τηλεγραφικῶν σημάτων, τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T.

11 2. Ἕκαστον τηλεγράφημα δέον νὰ φέρῃ διεύθυνσιν, περιλαμβάνουσαν ἅπαντα τὰ ἀπαραίτητα στοιχεῖα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐπιδόσεώς του εἰς τὸν παραλήπτην, ἄνευ ἀναζητήσεως ἢ αἰτήσεως πληροφοριῶν.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

12 3. Ἕκαστον τηλεγράφημα δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὸ κείμενον καὶ προαιρετικῶς ὑπογραφήν. Τὸ κείμενον καὶ ἡ ὑπογραφὴ δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς σαφῆ ἢ μυστικὴν γλῶσσαν. Αἱ γλῶσσαι αὗται δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦνται ὁμοῦ εἰς τὸ αὐτὸ τηλεγράφημα.

13 4. Ἅπασαι αἱ Διευθύνσεις* ἀποδέχονται εἰς ἁπάσας τὰς σχέσεις των τηλεγραφήματα εἰς σαφῆ γλῶσσαν. Αὗται δύνανται νὰ ἀρνοῦνται τὴν ἀποδοχήν, κατὰ τὴν κατάθεσιν καὶ κατὰ τὴν ἐπίδοσιν, ἰδιωτικῶν τηλεγραφημάτων συντεταγμένων ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει εἰς μυστικὴν γλῶσσαν, ἀλλὰ ὑποχρεοῦνται νὰ ἐπιτρέπουν τὴν διέλευσιν τῶν τηλεγραφημάτων τούτων ὡς διαβατικῶν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965).

14 5. Ὁ ἀποστολεὺς τηλεγραφήματος, συντεταγμένου εἰς μυστικὴν γλῶσσαν, ὑποχρεοῦται νὰ προσκομίζῃ τὸν κώδικα, βάσει τοῦ ὁποίου συνετάγη τὸ κείμενον ἢ μέρος τοῦ κειμένου ἢ ἡ ὑπογραφὴ τοῦ τηλεγραφήματος, ἐφ' ὅσον ἤθελε ζητηθῇ τοῦτο ὑπὸ τοῦ Γραφείου καταγωγῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως, εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκει τὸ ἐν λόγῳ Γραφεῖον. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὰ Κρατικὰ καὶ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα, τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς ἁπάσας τὰς σχέσεις.

15 6. Πᾶν ὅ,τι μεταβιβάζεται κατόπιν ἐπιθυμίας τοῦ ἀποστολέως χρεοῦται, ἐξαιρέσει τῆς ἐνδείξεως, διὰ τῆς ὁποίας καθορίζεται ἡ ἀκολουθητέα ὁδὸς τοῦ τηλεγραφήματος καὶ τοῦ ὀνόματος τοῦ χρησιμοποιουμένου κώδικος διὰ τὴν σύνταξιν τούτου εἰς μυστικὴν γλῶσσαν, ὁσάκις ἡ πληροφορία αὕτη αἰτῆται ὑπὸ τῆς χώρας καταγωγῆς ἢ προορισμοῦ.

16 7. Ἀναλόγως τῆς διευθύνσεώς των, τὰ τηλεγραφήματα ἐπιδίδονται δι' οἱουδήποτε διαθεσίμου μέσου εἴτε εἰς τὴν ἰδιαιτέραν κατοικίαν, τὸ γραφεῖον, τὴν ἕδραν ἐπιχειρήσεως κ.λπ. τοῦ παραλήπτου εἴτε εἰς τὸ μέρος ἔνθα οὗτος κατοικεῖ ἢ διαμένει προσωρινῶς (ξενοδοχεῖον κ.λπ.) εἴτε εἰς Τηλεγραφεῖον ἢ Ταχυδρομεῖον ἢ ταχυδρομικὴν θυρίδα.

17 8. Τὸ τηλεγράφημα δύναται νὰ ἐπιδίδεται εἴτε εἰς τὸν παραλήπτην καὶ ἐν ἀπουσίᾳ τούτου εἰς ἐνήλικα μέλη τῆς οἰκογενείας του, εἰς οἱοδήποτε πρόσωπον τῆς ὑπηρεσίας του, εἰς ἐνοίκους ἢ φιλοξενουμένους αὐτοῦ, εἴτε εἰς τὸ θυρωρεῖον ξενοδοχείου ἢ κατοικίας, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ὁ παραλήπτης ἔχει ὁρίσῃ πρὸς τοῦτο ἐγγράφως εἰδικὸν ἐκπρόσωπον.

18 9. Ὁσάκις τηλεγράφημα δὲν δύναται νὰ ἐπιδοθῇ εἰς τὸν παραλήπτην, τὸ Γραφεῖον προορισμοῦ, ἀποστέλλει εἰς τὸ Γραφεῖον καταγωγῆς τὸ ταχύτερον, δυνατόν, ὑπηρεσιακὴν εἰδοποίησιν (ὅρα Παράρτημα, παράγραφος 6.2) διὰ τῆς ὁποίας γνωστοποιεῖται ἡ αἰτία τῆς μὴ ἐπιδόσεως.

19 10.(1) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 39 καὶ 49 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), αἱ Διευθύνσεις* λαμβάνουν τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν εἰδικῆς προτεραιότητος διὰ τὰ τηλεγραφήματα, τὰ σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν Κεφαλαίων VI, VII καὶ VIII τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τὰ διαμειβόμενα, εἰς περίπτωσιν σοβαρᾶς καταστάσεως, μεταξὺ τῶν κάτωθι προσωπικοτήτων :

— τοῦ Προέδρου τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας,
— τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως,
— τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν,
— τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
— τοῦ Προέδρου Περιφερειακῆς Ὑποεπιτροπῆς τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
— ἐκπροσώπου τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας ἢ τῆς Γενι-
— κῆς Συνελεύσεως.
— μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
— τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Πρώτου Γραμματέως Ἐπιτροπῆς, συσταθείσης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας ἢ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως,
— προσώπου ἐκτελοῦντος ἀποστολὴν ἐντολῇ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν,
— Ἀρχηγοῦ Κράτους,
— Ὑπουργοῦ μέλους Κυβερνήσεως,
— Διοικητοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν, χαρακτηρισθέντος ὡς στρατηγικῆς περιοχῆς.

(2) Τὰ τηλεγραφήματα, περὶ ὧν τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον (1), τὰ ὁποῖα ὅμως δὲν ἐμπίπτουν εἰς τὴν κατηγορίαν τῶν Κρατικῶν τηλεγραφημάτων, θεωροῦνται ὡς Κρατικά.

Ἄρθρον 6.

Κατακράτησις τηλεγραφημάτων.

20 1. Τὸ δικαίωμα ἀναστολῆς τῆς μεταβιβάσεως ὡρισμένων ἰδιωτικῶν τηλεγραφημάτων, ὡς προβλέπεται ἐν ἄρθρῳ 32 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), ἀσκεῖται ὑπὸ τῶν τερματικῶν ἢ διαβατικῶν Γραφείων ἢ τηλεγραφικῶν Κέντρων, ἐκτὸς περιπτώσεως προσφυγῆς εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀρχάς, αἱ ὁποῖαι ἀποφασίζουν ἀνεκκλήτως.

21 2. Ἡ μεταβίβασις τηλεγραφημάτων, ἀφορώντων εἰς τὴν ἀσφάλειαν ἀνθρωπίνης ζωῆς, Κρατικῶν καὶ ὑπηρεσιακῶν τηλεγραφημάτων, πραγματοποιεῖται ὑποχρεωτικῶς. Τὰ Γραφεῖα ἢ τὰ τηλεγραφικὰ Κέντρα οὐδένα ἔλεγχον ἀσκοῦν ἐπὶ τῶν τηλεγραφημάτων τούτων.

22 3. Αἱ Διευθύνσεις* ὀφείλουν, διὰ τῶν οἰκείων Γραφείων των, νὰ ἀρνοῦνται τὴν ἀποδοχήν, τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἐπίδοσιν τηλεγραφημάτων, ἀπευθυνομένων εἰς τηλεγραφικὰ Πρακτορεῖα ἀναμεταβιβάσεως ἢ ἑτέρους Ὀργανισμούς, συσταθέντας διὰ τὴν ἀποστολὴν τηλεγραφημάτων διὰ λογαριασμὸν τρίτων πρὸς τὸν σκοπὸν ἀποφυγῆς καταβολῆς εἰς τὸ ἀκέραιον τῶν τελῶν, τῶν ἀντιστοιχούντων εἰς ὁλόκληρον τὴν διαδρομὴν τούτων. Τὸ Γραφεῖον, τὸ ὁποῖον κατὰ τὰ ἀνωτέρω δὲν προωθεῖ τηλεγράφημα, δέον νὰ εἰδοποιῇ ἀμέσως τὸ Γραφεῖον καταγωγῆς.

Ἄρθρον 7.

Ἀρχεῖα.

23 1. Τὰ πρωτότυπα ἢ φωτοαντίγραφα τῶν τηλεγραφημάτων καὶ τὰ στοιχεῖα, τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν κατάθεσιν, τὴν μεταβίβασιν (εἰ δυνατὸν) καὶ τὴν ἐπίδοσιν, τὰ ὁποῖα δέον νὰ διατηροῦνται ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων* φυλάσσονται, μετὰ τῆς δεούσης φροντίδος πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ ἀπορρήτου, μέχρις ἐκκαθαρίσεως τῶν εἰς ταῦτα ἀναφερομένων λογαριασμῶν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει τοὐλάχιστον ἐπὶ ἑξάμηνον ἀπὸ τοῦ ἑπομένου τῆς καταθέσεως τοῦ τηλεγραφήματος μηνός. Αἱ Διευθύνσεις* δύνανται νὰ τηροῦν τὰ ἀνωτέρω πληροφοριακὰ στοιχεῖα δι' οἱουδήποτε ἑτέρου μέσου π.χ. διὰ μαγνητικῆς ἢ ἠλεκτρονικῆς ἐγγραφῆς.

24 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία Διεύθυνσις* κρίνῃ σκόπιμον τὴν καταστροφὴν τῶν στοιχείων τούτων πρὸ τῆς ἀνωτέρω καθοριζομένης προθεσμίας καὶ ἐκ τοῦ λόγου τούτου, δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ πραγματοποιήσῃ ἔρευναν, σχετικὴν πρὸς τὰς παρασχεθείσας ὑπηρεσίας τῆς ἁρμοδιότητός της, αὕτη ἀναλαμβάνει ἁπάσας τὰς συνεπείας, τόσον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐπιστροφὴν τῶν τελῶν, ὅσον καὶ δι' οἱανδήποτε διαφοράν, ἡ ὁποία ἤθελε προκύψει ἐπὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

25 3. Ἐκτὸς τῶν, ἐν ἄρθρῳ 35, παράγραφος 2, τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), προβλεπομένων ἐξαιρέσεων, τὰ πρωτότυπα ἢ τὰ ἀντίγραφα τῶν τηλεγραφημάτων δὲν δύνανται νὰ ἐπιδειχθοῦν παρὰ μόνον εἰς τὸν ἀποστολέα ἢ τὸν παραλήπτην, κατόπιν ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητός των ἢ ἀκόμη εἰς ἐξουσιοδοτημένον ἐκπρόσωπον ἑκατέρου τούτων.

* ἢ Ἀναγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

* ἢ Ἀναγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

Ἄρθρον 8.

Τέλη κατανομῆς τηλεγραφημάτων.

26 1. Αἱ Διευθύνσεις * καθορίζουν τὰ τερματικὰ καὶ διαβατικὰ τηλεγραφικὰ των τέλη, λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T. καὶ τὸ κόστος. Τὰ τερματικὰ τέλη, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ Διευθύνσεως * εἰς μίαν σχέσιν μεθ' ἑτέρας χώρας, εἶναι τὰ αὐτὰ ἀνεξαρτήτως τῆς χρησιμοποιουμένης ὁδοῦ δρομολογήσεως.

27 2. Τὰ συνολικὰ τέλη κατανομῆς ἀποτελοῦνται ἐκ τοῦ ποσοῦ :

28 α) τῶν τερματικῶν τελῶν τῶν χωρῶν καταγωγῆς καὶ προορισμοῦ.

29 β) τῶν διαβατικῶν τελῶν τῶν ἐνδιαμέσων Διευθύνσεων * τῶν ὁποίων τὰ ἐδάφη, αἱ ἐγκαταστάσεις ἢ τὰ κυκλώματα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταβίβασιν τῶν τηλεγραφημάτων,

30 γ) τῶν τελῶν διασυνδέσεως οἱωνδήποτε κυκλωμάτων, πραγματοποιουμένης ραδιοηλεκτρικῶς, δι' ὑποβρυχίου καλωδίου ἢ ἑτέρου μέσου, ἐφ' ὅσον συντρέξει τοιαύτη περίπτωσις.

31 3. Τὸ τέλος κατανομῆς, τὸ ἐφαρμοστέον μεταξὺ δύο χωρῶν, δέον, κατ' ἀρχήν, νὰ εἶναι τὸ μικρότερον ποσόν, τὸ προκῦπτον ἐκ τῆς ἀθροίσεως τῶν ἀνωτέρω τελῶν.

32 4. Αἱ Διευθύνσεις * δύνανται, κατόπιν συμφωνίας, νὰ καθορίζουν τὸ συνολικὸν τέλος κατανομῆς, τὸ ἐφαρμοστέον εἰς μίαν δεδομένην σχέσιν καὶ νὰ κατανέμουν τοῦτο εἰς τερματικὰ μερίδια, ἀναλογοῦντα εἰς τὰς Διευθύνσεις * τῶν τερματικῶν χωρῶν καί, περιπτώσεως τυχούσης, εἰς διαβατικὰ μερίδια, ἀναλογοῦντα εἰς τὰς Διευθύνσεις * τῶν διαβατικῶν χωρῶν.

33 5. Τὸ συνολικὸν τέλος κατανομῆς ἐξαιρεῖται παντὸς φόρου ἢ ἑτέρας ἐπιβαρύνσεως. Οἱαδήποτε χώρα, ἡ ὁποία ἐπιβάλλει ἐπ' ὠφελείᾳ της φόρον ἐπὶ τῶν διεθνῶν τηλεγραφημάτων, ὀφείλει νὰ εἰσπράττῃ τὸν φόρον τοῦτον ἐπὶ πλέον τοῦ τιμολογίου μόνον παρὰ τῶν ἀποστολέων τῶν τηλεγραφημάτων τῶν κατατιθεμένων εἰς τὴν ἐπικράτειάν της.

Ἄρθρον 9.

Τέλη εἰσπράξεως τηλεγραφημάτων.

34 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἰσχυούσης ἐθνικῆς Νομοθεσίας, ἑκάστη Διεύθυνσις* καθορίζει τὰ τέλη εἰσπράξεως τὰ πληρωτέα ὑπὸ τοῦ Κοινοῦ. Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τελῶν τούτων, αἱ Διευθύνσεις δέον νὰ καταβάλλουν προσπαθείας πρὸς ἀποφυγὴν ὑπάρξεως σημαντικῆς διαφορᾶς μεταξὺ τῶν ἐφαρμοζομένων τελῶν εἰσπράξεως εἰς τὰ δύο ἄκρα μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς σχέσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἀπαγόρευσις παροχῆς ἐκπτώσεων ἐπὶ τῶν τηλεγραφημάτων.

35 Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως ἀπαγορεύουν τὴν παροχήν, ὑπὸ οἱανδήποτε μορφήν, ἐκπτώσεων ἐπὶ τῶν τελῶν τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸ ἐπίσημον τιμολόγιον τῶν Διευθύνσεων* καὶ διατηροῦν τὸ δικαίωμα ἐπιβολῆς κυρώσεων κατὰ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, αἱ ὁποῖαι εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσῳ τῶν ἀντιπροσώπων ἢ τῶν ὑποαντιπροσώπων των, παρέχουν εἰς ἀποστολεῖς ἢ παραλήπτας, ὑπὸ οἱανδήποτε μορφὴν (π.χ. κατὰ λέξιν, κατὰ τηλεγράφημα, διὰ προσθήκης λέξεων μέσῳ τῶν ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιακῶν εἰδοποιήσεων, ὑπὸ μορφὴν προμηθείας κ.λπ.) ἐκπτώσεις, ἐχούσας ὡς ἀποτέλεσμα τὴν μείωσιν τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων τελῶν. Αἱ κυρώσεις αὗται δυνατὸν νὰ ἐπισύρουν τὴν διακοπὴν τῆς συνεργασίας μετὰ τῶν ἐν λόγῳ Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

1) Ὅρα ἐπίσης προσάρτημα 1.

Ἄρθρον 11.

Λογιστικὴ [1]

36 1. Ἐκτὸς εἰδικῆς συμφωνίας, ἡ Διεύθυνσις* ἡ ὑπεύθυνος διὰ τὴν εἴσπραξιν τῶν τελῶν, συντάσσει μηνιαῖον λογαριασμόν, ἐμφαίνοντα ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ καὶ ἀποστέλλει τοῦτον εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Διευθύνσεις*.

37 2. Οἱ λογαριασμοὶ ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει πρὸ τοῦ τέλους τοῦ τρίτου μηνὸς ἀπὸ τοῦ μηνὸς εἰς τὸν ὁποῖον ἀναφέρονται.

38 3. Κατ' ἀρχήν, ὁ λογαριασμὸς θεωρεῖται ὅτι ἐγένετο ἀποδεκτός, ἄνευ ἀνάγκης ἰδιαιτέρας γνωστοποιήσεως τῆς ἀποδοχῆς του εἰς τὴν Διεύθυνσιν* ἡ ὁποία ἀπέστειλε τοῦτον.

39 4. Ἐν τούτοις, ἑκάστη Διεύθυνσις* ἔχει τὸ δικαίωμα ἀμφισβητήσεως τῶν στοιχείων ἑνὸς λογαριασμοῦ, ἐντὸς διμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς λήψεώς του, ἀλλὰ μόνον καθ' ὃ μέτρον τοῦτο θεωρεῖται ἀναγκαῖον, διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν διαφορῶν ἐντὸς ἀμοιβαίως παραδεκτῶν ὁρίων.

40 5. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ὑπολοίπου ἑνὸς λογαριασμοῦ τινος δὲν θὰ καθυστερῇ, ἐν ἀναμονῇ ρυθμίσεως τυχὸν ὑφισταμένης ἀμφισβητήσεως τοῦ λογαριασμοῦ τούτου. Αἱ ἀναπροσαρμογαί, αἱ ὁποῖαι συμφωνοῦνται ἐκ τῶν ὑστέρων, θὰ περιλαμβάνωνται εἰς ἐπόμενον λογαριασμόν.

41 6. Εἰς σχέσεις εἰς τὰς ὁποίας δὲν ὑφίστανται εἰδικαὶ συμφωνίαι, συντάσσεται τὸ ταχύτερον δυνατὸν ὑπὸ τῆς πιστωτρίας Διευθύνσεως * τριμηνιαῖος ἐκκαθαριστικὸς λογαριασμὸς ἐμφαίνων τὰ ὑπόλοιπα τῶν μηνιαίων λογαριασμῶν τῆς περιόδου εἰς ἣν ἀναφέρεται καὶ ἀποστέλλεται εἰς διπλοῦν πρὸς τὴν χρεώστριαν Διεύθυνσιν* ἡ ὁποία, μετὰ τὸν ἔλεγχον, ἐπιστρέφει τὸ ἕν τῶν ἀντιγράφων θεωρημένον διὰ τῆς ἀποδοχῆς της.

42 7. Αἱ πληρωμαὶ πραγματοποιοῦνται τὸ συντομώτερον δυνατόν, ἀλλὰ εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν βραδύτερον τῶν ἓξ ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ χρεώστρια Διεύθυνσις* ἔλαβε τὸν τριμηνιαῖον ἐκκαθαριστικὸν λογαριασμόν. Παρερχομένης τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ πιστώτρια Διεύθυνσις * ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ τόκον πρὸς 6 % ἐτησίως, ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἐπομένης τῆς ἐκπνοῆς της κατὰ τὰ ἀνωτέρω τασσομένης προθεσμίας.

Ἄρθρον 12.

Ἐπιστροφὴ τηλεγραφικῶν τελῶν.

43 Ἐπὶ αἰτήσεως ἢ παραπόνου, ἀφορῶντος εἰς τὴν διεξαγωγὴν τῆς ὑπηρεσίας, τὰ τέλη ἐπιστρέφονται εἰς τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον κατέβαλε ταῦτα λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν Συστάσεων τῆς C.C.I.T.T. Πᾶσα αἴτησις ἐπιστροφῆς τελῶν δέον νὰ ὑποβάλληται πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τετραμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ τηλεγραφήματος.

ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ.

Ἄρθρον 13.

Συμπληρωματικαὶ Διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ.

44 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς δύναται, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθμ. 37 Ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων (Montreux, 1965), νὰ συμπληρωθῇ διὰ προσθέτου Προσαρτήματος, ἀποτελοῦντος ἀναπόσπαστον τμῆμα τούτου καὶ περιλαμβάνοντος ἐνδεχομένως :

—Ἁπάσας τὰς διατάξεις τὰς ὁποίας ἡ Παγκόσμιος Διοικητικὴ Διάσκεψις Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974, θὰ κρίνῃ ἀπαραίτητον ὅπως ἐνσωματωθοῦν εἰς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

— Ἁπάσας τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Ἀναθεώρησις 1971), τῶν ὁποίων ἡ μεταφορὰ δυνατὸν νὰ κριθῇ σκόπιμος ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

— Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν διατάξεων τούτων ἢ πᾶσαν νέαν διάταξιν τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ υἱοθετηθοῦν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

45 2. Παρὰ ταῦτα, οὐδεμία διάταξις, οὕτω μεταφερομένη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ἐνσωματουμένη εἰς τὸ ἐν ἀριθμῷ 44 ἀναφερόμενον Προσάρτημα, θὰ ἠδύνατο νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς βελτίωσις ἢ τροποποίησις οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Εἰς περίπτωσιν ἀντιθέσεως, τὸ κείμενον τοῦ Κανονισμοῦ ὑπερισχύει τῶν διατάξεων τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου Προσαρτήματος.

Ἄρθρον 14.

Παράρτημα καὶ Προσαρτήματα.

46 Ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς συμπληροῦται διὰ τοῦ Παραρτήματος καὶ τῶν Προσαρτημάτων 1 καὶ 2, τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμῆμα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 15.

Θέσις ἐν ἰσχύι τοῦ Κανονισμοῦ.

47 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1974, ἐξαιρέσει ἐνδεχομένως τοῦ Προσαρτήματος, περὶ οὗ ὁ ἀριθμὸς 44, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εἰς ἡμερομηνίαν καθορισθησομένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

48 2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι, δηλοῦν ὅτι, ἐὰν μία Διεύθυνσις διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ θέματος ἐφαρμογῆς μιᾶς ἢ περισσοτέρων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμία ἑτέρα Διεύθυνσις * ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τὴν ἢ τὰς ὡς εἰρῆται διατάξεις εἰς τὰς σχέσεις αὐτῆς μετὰ τῆς Διευθύνσεως, ἡ ὁποία διετύπωσε τοιαύτας ἐπιφυλάξεις.

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸν παρόντα Κανονισμόν, εἰς ἓν ἀντίτυπον, ὁ ὁποῖος μετὰ τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἀριθμῷ 44 Προσαρτήματος θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ κεκυρωμένον ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν χωρῶν αἱ ὁποῖαι ὑπέγραψαν τοῦτον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 11ῃ Ἀπριλίου 1973

(ἕπονται αἱ ὑπογραφαὶ)

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
PANI PERIKLI
KATUNDI MIHALLAQ
VILA SKENDER

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλγερίας Λαϊκὴν καὶ Δημοκρατικήν :
RAOUF BOUDJAKDJI.
AMAR AOUDIA
NOURDINE SAIDI

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :
J. KUPPER

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας :
AHMED M. ZAIDAN
ABDUL— RAHMAN DAGHESTANI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀργεντινῆς :
ROBERTO ANTONIO SALVADOR
PEDRO OSCAR BARRIONUEVO
RICARDO MARTIN BLEDER
HECTOR CONSTANTINO RUGIATI

Διὰ τὴν Κοινοπολιτείαν τῆς Αὐστραλίας :
A. C. BECKWITH
I. L. MCRAE

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
K. VAVRA

Διὰ τὸ Βέλγιον :
BAUDRIN

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας :
V. OULASSIK

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
ARTHUR CEZAR DE ARAUJO ITUASSU
PEDRO JORGE CASTELO BRANCO SAMPAIO
WILSON CESAR PASSOS
PAULO RICARDO HERMANO BALDUINO

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
PANAYOTOV
KASSEV

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν :
TCHOUTA MOUSSA
DIEUDONNE ANGOULA

Διὰ τὸν Καναδᾶ :
DE MONTIGNY MARCHAND
J. RAYMOND MARCHAND

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς :
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
JEAN—MARIE SAKILA

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας :
LIU YUAN

Διὰ τὸ Κράτος τῆς Πόλεως τοῦ Βατικανοῦ :
SILVIO LUONI
EVANDRO COSTA

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό :
J. INSOULI
F. BOUCKACKA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Dahomey :
ROGER AKRAKOUN

Διὰ τὴν Δανίαν :
GUNNAR PEDERSEN
HENRY PEDERSEN

Διὰ τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν τῶν ἀντιπροσωπευομένων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Γραφείου Ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπερποντίων κτήσεων :
J. CONSTANTIN

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
PEDRO SANCHEZ PEREZ
CESAR GONZALEZ PALACIOS
FRANCISCO MOLINA NEGRO
JOSE MARIA PADRO HORNO

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ROBERT E. LEE
RICHARD T. BLACK

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
AMSALOU JEMERE
HAILE DEMOZ

Διὰ τὴν Φιλλανδίαν :
V. A. JOHANSON
RAUNO ALANDER

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
CHARLES HERVE COTTEN
L. CH. BURTZ
A. CHASSIGNOL

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γκαμπόν :
HENRI OGOUENKERO
NTUNTUME OUSMAN

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
ARCHELAOS TSAROUCHAS

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
HORN DEZSO

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας :
H. J. MIRCHANDANI
K. C. KATIYAR

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας :
J. SUTANGGAR TENGKER
M.K.M. MANGOENDIRPODJO
EEM RACHMAT
A. SAMHUDI
E. BACHRIE

Διὰ τὸ Ἰράν :
M. KESHAVARZIAN

Διὰ τὴν Ἰρλανδίαν :
A. T. CORBETT
M. GRANT

Διὰ τὴν Ἰσλανδίαν :
JON SKULASON
S. THORKELSSON

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ :
Y. COHEN
DAN BARLEV

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
LORENZO FEI
VINCENZO BORCHI

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκήν :
T. O. MINOTT
D. WEBSTER

Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :
YASUO MAKINO
MICHIO MIZOGUCHI

Διὰ τὴν Κένυα :
A. B. MARUNDA

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Κουβέϊτ :
ABDULRAHMAN M.A. AL—AWADI

Διὰ τὸ Λίβανον :
HABIB SAADE

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης :
KHALIL K. ENBYA
SALEM A. SHAABAN

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
LEON BERNARD
LEON BODE

Διὰ τὴν Μαλαισίαν :
MOHAMED BIN DARUS
SYED MUSTAFFA ALI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Malgache :
B. RABENORO

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Mali :
ALIOU TRAORE

Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου :
M. WAKRIM

Διὰ τὸ Μεξικόν :
JOEL GALVAN TALLEDOS

Διὰ τὸ Μονακό :
CESAR CHARLES SOLAMITO

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας :
S. A. OLORUNSHOLA
S. O. OGUNLEYE
A. F. OSO
J. A. SOETAN

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
PER OVREGARD
IVAR MOKLEBUST
K. R. HAMMERSTROM
HAVARD WEBERG

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
W. H. HICKSON
A. TURPIE

Διὰ τὸ Σουλτανᾶτον τοῦ Ὁμμάν :
NAASHIAH S. ALKHARUSI

Διὰ τὴν Οὐγκάντα :
A. KAWAMARA

Διὰ τὸ Πακιστάν :
ZAHEER AHMAD

Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Νωρῶν :
B. J. BAKKER
J. DULLEMOND
H. PUNTER

Διὰ τὸ Περοῦ :
AUGUSTO LLANOS OLIVEROS
BERNANDO MEZA INGAR

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
CEFERINO S. CARREON
MANUEL B. CASAS

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας :
M. KULA

Διὰ τὴν Πορτογαλλίαν :
M. SANTOS SILVA
LUIS PAZOS ALONSO
JOSE DA CRUZ FILIPE
ROGIERIO REZENDE RODRIGUES
JOSE ANTONIO DA SILVA GOMES

Διὰ τὰς Πορτογαλλικὰς Ἐπαρχίας Ὑπερποντίων Κτήσεων :
M. SANTOS SILVA
LUIS PAZOS ALONSO
A. GONCALVES FORTE
M. OLIVEIRA FERRO
J. A. DA SILVA PINTO

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :

SERINEK

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :

I. TIMTCHENKO

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :

NATALIA SOROCEANU

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας, τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, τῶν Ἀγγλονορμανδικῶν Νήσων καὶ τῆς Νήσου Μάν :

TOM U. MEYER
A. P. HAWKINS
S. R. V. PARAMOR

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης :

MAHMOUDOU SAMOURA

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :

MOHAMED AW AD BUKHARI

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :

ZEIN OSMAN
MOHAMMED SALIH FADL

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς :

C. G. GOUWS
C. J. VISSER

Διὰ τὴν Σουηδίαν :

BERTIL BJUREL
SVEN—ROLAND LETZEN
RUBEN NASLUND

Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Ὁμοσπονδίαν :

F. LOCHER
B. BELALOYE
R. RUTSCHI

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Ταγκανίκας :

KLIMT
KOVARIK

Διὰ τὰ Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς :

WILLIAM E. DENNY

Διὰ τὴν Ταϋλάνδην :

S. POWTONGSOOK
C. KANCHANINDU
K. PORNSUTEE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό :

A. AITHNARD

Διὰ τὴν Τυνησίαν :

C. HELLAL
A. LADJIMI

Διὰ τὴν Τουρκίαν :

NURGUN AKYUZALP

Διὰ τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

N. TALYZINE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιετ-Νάμ :

BUI—TRONG TUAM
LE—VAN—HOA
VUONG—QUANG—NGHIA

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :

STOJANOVIC ZIKA

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 1.

Πληρωμὴ ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν.

Μὴ ὑπαρχουσῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ Διευθύνσεων ἢ καὶ Ἀναγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τὰ χρησιμοποιούμενα νομίσματα διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν, — οἱ ὁποῖοι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Montreux 1965), ἐκφράζονται εἰς χρυσᾶ φράγκα-ὡς ἐπίσης καὶ οἱ κανόνες μετατροπῆς τῶν νομισμάτων τούτων, δέον νὰ εἶναι οἱ ἀκόλουθοι :

1. Ἡ πληρωμὴ τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν διενεργεῖται εἰς τὸ ἐπιλεγὲν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ νόμισμα, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ χρεώστου. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας, ἡ ἐκλογὴ τοῦ πιστωτοῦ ὑπερισχύει εἰς ἁπάσας τὰς περιπτώσεις ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 6.1. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς δὲν καθορίσῃ νόμισμα, ἡ ἐκλογὴ ἐπαφίεται εἰς τὸν χρεώστην.

2. Τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἰς τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα, ὡς καθορίζεται κατωτέρω δέον νὰ εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ.

3. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς χρυσᾶ φράγκα, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τὸ ὁποῖον εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦτο, καθορίζεται ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν προτεραίαν τῆς πληρωμῆς ἰσοτιμίαν μεταξὺ τοῦ χρυσοῦ φράγκου καί :

α) τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τῆς ἐγκεκριμένης ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Νομισματικοῦ Ταμείου (ἐφεξῆς καλουμένου Δ.Ν.Τ.). Ἐὰν ἐν τούτοις μία μέση τιμὴ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῇ, δυνάμει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δ.Ν.Τ., μετὰ τὴν ἔγκρισιν τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τῆς μονάδος ταύτης ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., ἡ εἰς χρυσὸν ἀξία τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δέον νὰ χρησιμοποιῆται διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα τὴν Σημείωσιν, σελὶς 0000).

β) ἢ τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος τῆς καθοριζομένης μονομερῶς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (ἐφεξῆς προσδιοριζομένης διὰ τῆς ἐκφράσεως «καθοριζομένη μονομερῶς»). Ἐὰν ἐν τούτοις μία μέση τιμὴ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῇ μονομερῶς μεταγενεστέρως τοῦ μονομεροῦς καθορισμοῦ τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας, ἡ εἰς χρυσὸν ἀξία τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δέον νὰ χρησιμοποιῆται διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα Σημείωσιν, σελὶς 000).

3.1 Ἐὰν τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα δὲν ἀνταποκρίνεται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 3 ἢ ἐὰν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὅρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ. ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου (παράγραφος 3α) ἢ τὰ καθοριζόμενα προηγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (παράγραφος 3β) δὲν τηροῦνται, ἡ ἰσοδύναμος ἀξία τοῦ νομίσματος τούτου ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς, τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῆς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ξένου συναλλάγματος, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 6 προβλεπομένους ὅρους διὰ συσχετίσεως πρὸς ἕτερον νόμισμα, τὸ ὁποῖον ἀνταποκρίνεται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 3.

4. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα εἶναι τὸ αὐτὸ πρὸς τὸ νόμισμα τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἶναι τὸ ποσὸν τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ.

5. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγὲν διὰ τὴν πληρωμὴν νόμισμα εἶναι διάφορον τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος διὰ τὴν πληρωμὴν καθορίζεται βάσει τῆς εἰς χρυσὸν ἀξίας τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, ἐν σχέσει πρὸς τὴν εἰς χρυσὸν ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, διὰ συσχετίσεως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν ἀξίας, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 3 ἀναφερομένους ὅρους.

5.1. Ἐὰν διὰ τὸ ἕν ἢ τὸ ἕτερον ἢ καὶ ἀμφότερα τὰ εἰς τὴν παράγραφον 5, ἀναφερόμενα νομίσματα δὲν ὑφίσταται ἰσοτιμία ἢ ἀξία, ὡς αὕτη ἐμφαίνεται εἰς τὴν παράγραφον 5 ἢ ἐὰν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὅρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου ἢ τὰ καθοριζόμενα προγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας δὲν τηροῦνται, ἡ ἰσοδύναμος ἀξία τοῦ ἑνὸς νομίσματος πρὸς τὸ ἕτερον ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῶς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ξένου συναλλάγματος, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 6 προβλεπομένους ὅρους.

6. Πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τῆς ἰσοδυναμίας ἑνὸς νομίσματος, συμφώνως πρὸς τὴν ἐπίσημον ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος, περὶ τῆς ὁποίας αἱ παράγραφοι 3.1 καὶ 5.1, δέον ὅπως αὕτη βασίζεται ἐπὶ τῆς τιμῆς κλεισίματος τῆς ἐφαρμοζομένης εἰς τὴν πλειονότητα τῶν ἐμπορικῶν συναλλαγῶν, ἀμέσου παραδόσεως διὰ τηλεγραφικῆς εἰδοποιήσεως, εἰς τὴν ἐπίσημον ἀγορὰν συναλλαγμάτων ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος εἰς τὸ κυριώτερον οἰκονομικὸν κέντρον τῆς χρεωστρίας χώρας, κατὰ τὴν προηγουμένην τῆς πληρωμῆς ἢ πρὸς τὴν πλέον πρόσφατον τιμήν.

6. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς ἐπιλέξῃ νόμισμα μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς ἢ νόμισμα τοῦ ὁποίου ἡ ἰσοδύναμος ἀξία δέον νὰ καθορισθῇ βάσει νομίσματος,μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς, ἡ χρησιμοποίησις τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος δέον νὰ εἶναι ἀποδεκτὴ ὑπὸ τοῦ χρεώστου.

7. Κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς πληρωμῆς, ὁ χρεώστης δέον νὰ ἐμβάζῃ τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογιζομένου κατὰ τὰ ἀνωτέρω διὰ τραπεζικῆς ἐπιταγῆς, ἐμβάσματος ἢ δι' οἱουδήποτε ἑτέρου τρόπου ἀποδεκτοῦ ὑπὸ τοῦ χρεώστου καὶ τοῦ πιστωτοῦ. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς οὐδεμίαν ἐκφράζῃ προτίμησιν, ἡ ἐκλογὴ ἐπαρίσεται εἰς τὸν χρεώστην.

8. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τηροῦνται αἱ προθεσμίαι πληρωμῆς αἱ Διευθύνσεις ἢ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις , δύνανται κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας, νὰ διακανονίζουν τὰ πάσης φύσεως ὑπόλοιπα αὐτῶν, διὰ συμψηφισμοῦ πιστωτικῶν ἢ χρεωστικῶν ὑπολοίπων των, εἰς τὰς σχέσεις αὐτῶν μεθ' ἑτέρων Διευθύνσεων ἢ καὶ Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων. Ὁ συμψηφισμὸς δύναται νὰ ἐπεκταθῇ, κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας καὶ εἰς ὀφειλὰς προερχομένας ἐκ ταχυδρομικῶν ὑπηρεσιῶν, εἰς ἃς περιπτώσεις ἀμφότεραι αἱ Διευθύνσεις ἢ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις παρέχουν ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας.

9. Τὰ ἔξοδα πληρωμῆς (φόροι, δαπάναι συμψηφισμοῦ, προμήθειαι, ἐντολαὶ κ.λ.π.), τὰ ὁποῖα ἐπιβάλλονται εἰς τὴν χρεώστριαν χώραν, βαρύνουν τὸν χρεώστην. Τὰ ἐπιβαλλόμενα ἔξοδα εἰς τὴν πιστώτριαν χώραν, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐξόδων πληρωμῆς τὰ ὁποῖα κρατοῦνται ὑπὸ τραπεζῶν ἐνδιαμέσων χωρῶν, βαρύνουν τὸν πιστωτήν.

10. Ἐάν, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα ἀπὸ τῆς διενεργείας τοῦ ἐμβάσματος (ἐπιταγῆς κ.λ.π.) ὑπὸ τοῦ χρεώστου μέχρι τῆς λήψεως τούτου ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ, λάβῃ χώραν μεταβολὴ εἰς τὴν ἰσοδύναμον ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογισθείσης ὡς ἐν παραγράφοις 3, 3.1, 5., 5.1 ἢ 6 ἀναφέρεται καὶ ἐφ' ὅσον ἡ ἐκ τῆς μεταβολῆς ταύτης προκύπτουσα διαφορὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 5 % τῆς ἀξίας τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ, (ὡς ὑπελογίσθη μετὰ τὴν ἐν λόγῳ μεταβολὴν) τὸ σύνολον τῆς διαφορᾶς κατανέμεται ἐξ ἡμισείας μεταξὺ χρεώστου καὶ πιστωτοῦ.

11. Ἐὰν λάβῃ χώραν βασικὴ μεταβολὴ τοῦ διεθνοῦς νομισματικοῦ συστήματος (π.χ. οὐσιώδης γενικὴ ἀλλαγὴ τῆς ἐπισήμου τιμῆς τοῦ χρυσοῦ ἢ ἐὰν ὁ χρυσὸς παύσῃ νὰ χρησιμοποιῆται ὡς γενικὴ βάσις ὑπολογισμοῦ τῶν νομισμάτων) συνεπείᾳ τῆς ὁποίας καθίστανται ἄκυροι ἢ ἀνεφάρμοστοι αἱ προβλεπόμεναι εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ἐκ τῶν ἀνωτέρω παραγράφων διατάξεις, αἱ Διευθύνσεις καὶ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ υἱοθετοῦν, κατόπιν ἀμοιβαίων συμφωνιῶν, διαφόρους διαδικασίας διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν, μέχρις ἀναθεωρήσεως τοῦ παρόντος Προσαρτήματος.

Σ η μ ε ί ω σ ι ς :

Ὅσάκις ἡ μέση τιμὴ ἐκφράζεται ἐν σχέσει πρὸς τὸ νόμισμα ἑτέρας χώρας μέλους τοῦ Δ.Ν.Τ. (τοῦ νομίσματος τούτου καλουμένου ἑφεξῆς «ἕτερον νόμισμα») τὸ ποσὸν εἰς ἐπιλεγὲν νόμισμα καθορίζεται ἀρχικῶς διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἰσοτιμίας (ἐγκεκριμένης ὑπὸ Δ.Ν.Τ.) τοῦ ἑτέρου νομίσματος εἰς τὸ εἰς χρυσᾶ φράγκα ποσὸν καὶ κατόπιν διὰ τῆς μετατροπῆς εἰς τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα τοῦ οὕτω προκύπτοντος ἀποτελέσματος. Εἰς ἣν περίπτωσιν δὲν ὑφίσταται διὰ τὸ ἕτερον νόμισμα ἐν ἰσχύι ἰσοτιμία ἐγκεκριμένη ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., δέον νὰ ἐφαρμόζωνται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 6.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 2.

ΓΕΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ ΛΜΟΙΒΑΙΑΙ ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ.

Σχέσεις τῶν Διευθύνσεων μεταξύ των μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

1. Αἱ Διευθύνσεις * γνωστοποιοῦν τηλεγραφικῶς εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν πᾶσαν ἀναστολὴν τῆς ὑπηρεσίας, πραγματοποιουμένην κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 33 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965) ἢ πᾶσαν μὴ ὁμαλὴν κατάστασιν, ἐπηρεάζουσαν τὴν διοχέτευσιν τῆς κινήσεως, ὡς καὶ τὴν ἐπάνοδον εἰς κανονικὰς συνθήκας.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέτει ἀμέσως τὰς ἐν λόγῳ πληροφορίας, τηλεγραφικῶς ὑπ' ὄψιν τῶν ὑπολοίπων Διευθύνσεων*.

3. Αἱ Διευθύνσεις (ἢ αἱ ἐξουσιοδοτημέναι ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις) γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν τὰ τερματικὰ καὶ διαβατικὰ των τέλη, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶσαν μεταγενεστέραν μεταβολὴν τῶν τελῶν τούτων

4. Αἱ ἐν λόγῳ μεταβολαὶ τελῶν δέον νὰ γνωστοποιοῦνται ἐγκαίρως ἐκ τῶν προτέρων, εἰ δυνατὸν τηλεγραφικῶς εἰς τρόπον ὥστε ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς νὰ δύναται νὰ ἀνακοινώνῃ ταύτας πρὸς τὰς Διευθύνσεις*, διὰ τοῦ Δελτίου Ἐκμεταλλεύσεως ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν Συστάσεων τῆς C.C.I.T.T. καθοριζομένων προθεσμιῶν.

5. Αἱ Διευθύνσεις* γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν τὴν ἔναρξιν λειτουργίας νέων ὁδῶν καὶ τὴν κατάργησιν ὁρισταμένων τοιούτων, ἐφ' ὅσον αὗται ἀφοροῦν εἰς τὴν διεθνῆ ὑπηρεσίαν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δημοσιεύει τὰς ἐν λόγῳ πληροφορίας εἰς τὸ Δελτίον Ἐκμεταλλεύσεως.

6. Ἡ Γενικὴ Γραμματεία δημοσιεύει ἐπίσης ἑτέρας πληροφορίας καὶ στατιστικάς, ἀφορώσας εἰς τὰς διεθνεῖς ὑπηρεσίας, ἀναφερομένας εἰς συμφωνίας, συναπτομένας μεταξὺ Διευθύνσεων* καὶ εἰς ἀποφάσεις τῶν ἁρμοδίων Διοικητικῶν Διασκέψεων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν Συστάσεων τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

7. Αἱ Διευθύνσεις* γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν πᾶσαν προσθήκην, τροποποίησιν ἢ διαγραφήν, ἐπιφερομένην εἰς τὰς ἀνωτέρω πληροφορίας καὶ στατιστικάς. Αἱ τροποποιήσεις, αἱ ἐπερχόμεναι εἰς τὰ σχετικὰ δημοσιεύματα, θὰ γνωστοποιοῦνται, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, κατὰ τὸν προσήκοντα διὰ τὰ δημοσιεύματα ταῦτα τύπον. Διὰ τὰς στατιστικὰς καὶ ἑτέρας πληροφορίας, αἱ ὁποῖαι δέον νὰ ἀπεικονίζωνται ὑπὸ μορφὴν πινάκων, θὰ διαβιβάζωνται ἐρωτηματολόγια εἰς τὰς Διευθύνσεις*.

8. Αἱ Διευθύνσεις * δέον ν' ἀπαντοῦν πλήρως καὶ ἐγκαίρως εἰς τὰς αἰτήσεις τῆς Γενικῆς Γραμματείας ἐπὶ πληροφοριῶν αἱ ὁποῖαι δέον νὰ περιληφθοῦν εἰς τὰ περὶ ὧν πρόκειται δημοσιεύματα.

---

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ.

(ὅρα ἄρθρον 4)

1. Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

1.1 Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς ἐν θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηράν, τὸν ἀέρα καὶ τὸ διάστημα, ὡς καὶ τὰ ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰ τηλεγραφήματα τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας, ἀπολαμβάνουν ἀπολύτου προτεραιότητος ἐπὶ πάντων τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων.

1.2 Τὰ τηλεγραφήματα ταῦτα, ἀποστελλόμενα ὑπὸ κυβερνητικῶν ἀρχῶν ἢ ἰδιωτῶν, δέον νὰ ἀναφέρωνται εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς εἰς ἐξαιρετικῶς ἐπειγούσας περιπτώσεις, τῶν ὁποίων ὁ χαρακτὴρ γενικοῦ ἐνδιαφέροντος εἶναι προφανής.

1.3 Τηλεγραφήματα σχετικὰ πρὸς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῆς ἕδρας τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας ἢ ὑπὸ τῶν περιοχικῶν ἐπιδημιολογικῶν κέντρων τῆς Ὀργανώσεως ταύτης δέον νὰ φέρουν τὴν πιστοποίησιν ὅτι πρόκειται πράγματι περὶ ἐξαιρετικῶς ἐπειγόντων τηλεγραφημάτων, ἀφορώντων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

1.4 Τὸ κείμενον καὶ ἡ ὑπογραφὴ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς τηλεγραφημάτων, κατατιθεμένων εἰς τηλεγραφικὰ γραφεῖα, δέον νὰ συντάσσωνται εἰς σαφῆ γλῶσσαν.

1.5 Αἱ Διευθύνσεις* ὑποχρεοῦνται νὰ διαχειρίζωνται ἀμέσως τὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς τηλεγραφήματα.

2. Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2.1 Κρατικὰ τηλεγραφήματα εἶναι τὰ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), καθοριζόμενα ὡς τοιαῦτα.

2.2 Τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα δέον νὰ φέρουν τὴν σφραγῖδα τῆς ἀποστελλούσης ἀρχῆς. Ἡ δακτύπωσις αὕτη δὲν ἀπαιτεῖται, ἐφ' ὅσον ἡ αὐθεντικότης τοῦ τηλεγραφήματος εἶναι ἀναμφισβήτητος.

2.3 Αἱ ἀπαντήσεις εἰς Κρατικὰ τηλεγραφήματα θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα. Τὸ δικαίωμα ἀποστολῆς ἀπαντήσεως ὡς Κρατικοῦ τηλεγραφήματος ἀποδεικνύεται διὰ τῆς προσκομίσεως τοῦ ἀρχικοῦ Κρατικοῦ τηλεγραφήματος.

2.4 Τὰ τηλεγραφήματα τῶν Προξενικῶν πρακτόρων, ἀσκούντων ἐμπορίαν, δὲν θεωροῦνται ὡς Κρατικά, εἰ μὴ ἐφ' ὅσον ἀπευθύνωνται πρὸς ἐπίσημον πρόσωπον καὶ πραγματεύωνται ὑπηρεσιακὰς ὑποθέσεις. Ἐν τούτοις, ὅσα ἐκ τῶν τηλεγραφημάτων τούτων δὲν πληροῦν τοὺς ἀνωτέρω ὅρους γίνονται δεκτὰ ὑπὸ τῶν Γραφείων καὶ μεταβιβάζονται ὡς Κρατικά, ἀλλὰ τὰ ἐν λόγῳ Γραφεῖα ἀνακοινώνουν ταῦτα ἀμέσως εἰς τὴν Διεύθυνσιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται.

2.5 Ὁ ἀριθμὸς 19 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καθορίζει τὰ τηλεγραφήματα τὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὰ ὁποῖα δέον νὰ δίδεται εἰδικὴ προτεραιότης καὶ τὰ ὁποῖα θεωροῦνται ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

2.6 Αἱ Διευθύνσεις* ὑποχρεοῦνται νὰ διαχειρίζωνται ἀμέσως τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα, διὰ τὰ ὁποῖα ὁ ἀποστολεὺς ἐζήτησε τὴν κατὰ προτεραιότητα μεταβίβασιν.

3. Μετεωρολογικὰ τηλεγραφήματα.

Ὁ ὅρος «μετεωρολογικὸν τηλεγράφημα» χαρακτηρίζει τηλεγράφημα, ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπισήμου μετεωρολογικῆς Ὑπηρεσίας ἢ σταθμοῦ σχετιζομένου ἐπισήμως μετὰ τοιαύτης Ὑπηρεσίας, ἀπευθυνόμενον πρὸς ὁμοίαν Ὑπηρεσίαν ἢ σταθμὸν καὶ περιλαμβάνον ἀποκλειστικῶς μετεωρολογικὰς παρατηρήσεις ἢ προγνώσεις. Τοιούτου εἴδους τηλεγράφημα δέον πάντοτε νὰ θεωρῆται ὡς συντεταγμένον εἰς σαφῆ γλῶσσαν.

4. Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς πρόσωπα, προστατευόμενα ἐν καιρῷ πολέμου ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

4.1 Τὰ τηλεγραφήματα ταῦτα περιλαμβάνουν :

α) Τηλεγραφήματα ἀπευθυνόμενα πρὸς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ πολιτικοὺς κρατουμένους ἢ ἐκπροσώπους των (πρόσωπα ἐμπιστοσύνης, ἐπιτροπαὶ κρατουμένων) ὑπὸ ἀναγνωρισμένων Συνδέσμων περιθάλψεως, οἱ ὁποῖοι συνδράμουν θύματα πολέμου.

β) Τηλεγραφήματα τὰ ὁποῖα οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ οἱ πολιτικοὶ κρατούμενοι δικαιοῦνται νὰ ἀποστέλλουν, ὡς καὶ ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα οἱ ἐκπρόσωποί των (πρόσωπα ἐμπιστοσύνης, ἐπιτροπαὶ κρατουμένων) ἀποστέλλουν, κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν συμβατικῶν των καθηκόντων.

γ) Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς αἰχμαλώτους πολέμου, πολιτικοὺς κρατουμένους ἢ τελοῦντας ὑπὸ ἐπιτήρησιν, θάνατον στρατιωτικῶν ἢ πολιτῶν κατὰ τὴν διάρκειαν ἐχθροπραξιῶν, τὰ ὁποῖα ἀποστέλλονται κατὰ τὴν ἐνάσκησιν συμβατικῶν καθηκόντων των ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν Γραφείων Πληροφοριῶν καὶ τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου Πληροφοριῶν, προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 ὡς καὶ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν ἐν λόγῳ Γραφείων ἢ τοῦ Πρακτορείου τούτου.

4.2 Τηλεγραφήματα ἀποστελλόμενα ὑπὸ αἰχμαλώτων πολέμου, πολιτικῶν κρατουμένων ἢ τῶν ἐκπροσώπων των, δέον ὅπως φέρουν τὴν σφραγῖδα τοῦ στρατοπέδου ἢ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Διοικητοῦ αὐτοῦ ἢ ἑνὸς τῶν ἀναπληρωτῶν του.

4.3 Τηλεγραφήματα ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων Γραφείων καὶ τοῦ Πρακτορείου ἢ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν των, ὡς καὶ τὰ ἀποστελλόμενα ὑπὸ ἀναγνωρισμένων Συνδέσμων περιθάλψεως, οἱ ὁποῖοι συνδράμουν θύματα πολέμου, δέον νὰ φέρουν τὴν σφραγῖδα τοῦ ἀποστέλλοντος Γραφείου, Πρακτορείου, Ἀντιπροσωπείας ἢ Συνδέσμου.

5. Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἶναι τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων ἡ ἀποδοχὴ εἶναι ὑποχρεωτική, ἐπὶ πλέον τῶν τηλεγραφημάτων, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, τῶν μετεωρολογικῶν καὶ τῶν ἀφορώντων εἰς πρόσωπα προστατευόμενα, ἐν καιρῷ πολέμου ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

6. Ὑπηρεσιακὴ τηλεγραφικὴ ἀνταπόκρισις.

Ἡ ὑπηρεσιακὴ τηλεγραφικὴ ἀνταπόκρισις περιλαμβάνει τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα, τὰς ὑπηρεσιακὰς εἰδοποιήσεις καὶ τὰς ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιακὰς εἰδοποιήσεις.

6.1 Ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα εἶναι τηλεγραφήματα, ἀναφερόμενα εἰς τὰς διεθνεῖς δημοσίας τηλεπικοινωνίας καὶ ἀνταλλασσόμενα μεταξύ :

6.1.1 τῶν Διευθύνσεων,

6.1.2 τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων,

6.1.3 τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων,

6.1.4 τῶν Διευθύνσεων καὶ Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῆς U.I.T. ἀφ' ἑτέρου.

6.2 Ὑπηρεσιακαὶ εἰδοποιήσεις εἶναι τηλεγραφήματα, ἀναφερόμενα εἰς ὑπηρεσιακὰς ἀνωμαλίας ἢ εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν κυκλωμάτων καὶ τῶν τηλεγραφικῶν Γραφείων ἢ Κέντρων, ὡς καὶ εἰς τὴν μεταβίβασιν τῆς κινήσεως. Ταῦτα διαμείβονται μεταξὺ τηλεγραφικῶν Γραφείων ἢ Κέντρων.

6.3 Ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιακαὶ εἰδοποιήσεις εἶναι τηλεγραφήματα ἀποστελλόμενα ὑπὸ τοῦ ἀποστολέως ἢ τοῦ παραλήπτου τηλεγραφήματος προκειμένου δι' αὐτῶν νὰ ζητηθοῦν πληροφορίαι ἢ νὰ δοθοῦν ὁδηγίαι, σχετικαὶ πρὸς τὸ τηλεγράφημά των.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

ΤΗΛΕΦΩΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ.

Ἄρθρον 1.

Ἀντικείμενον τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

1 1.(1) Ὁ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς καθορίζει τὰς γενικὰς ἀρχάς, τὰς τηρητέας εἰς τὴν Διεθνῆ Τηλεφωνικὴν Ὑπηρεσίαν.

(2) Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν εἰς τὸν Κανονισμὸν ἀναφερομένων ἀρχῶν, αἱ Διευθύνσεις*, διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέπεται εἰς τοῦτον, δέον νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T., περιλαμβανομένων ἁπασῶν τῶν Ὁδηγιῶν, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμῆμα τῶν Συστάσεων τούτων.

2 2. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐφαρμοζονται ἀνεξαρτήτως τῶν χρησιμοποιουμένων μέσων μεταβιβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ὁ Κανονισμὸς Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὁ Πρόσθετος Κανονισμὸς Ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν ὁρίζουν ἄλλως.

Ἄρθρον 2.

Ὁρισμοί.

Διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως.

Ἡ διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως ἀποτελεῖται ἐκ κυκλωμάτων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς κινήσεως μεταξὺ δύο διεθνῶν τερματικῶν Κέντρων ἢ Γραφείων.

Τέλος κατανομῆς.

Τέλος καθοριζόμενον διὰ συμφωνίας μεταξὺ Διευθύνσεων* εἰς μίαν δεδομένην σχέσιν καὶ τὸ ὁποῖον χρησιμοποιεῖται διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

Τέλος εἰσπράξεως.

Τέλος καθοριζόμενον καὶ εἰσπραττόμενον ὑπὸ Διευθύνσεως* ἀπὸ τὸ Κοινὸν τῆς χώρας μας διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς διεθνοῦς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας.

Ὁδηγίαι.

Ὁδηγίαι εἶναι Σύστασις ἢ (σύνολον Συστάσεων) ἐκπονηθεῖσα ὑπὸ τῆς C.C.I.T.T., διαλαμβάνουσα πρακτικὰς μεθόδους ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἡ ὁποία δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ μορφὴν ἐγχειριδίου πρὸς χρῆσιν τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐκμεταλλεύσεως τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

Ἄρθρον 3.

Διεθνὲς δίκτυον.

3 1. Ἅπασαι αἱ Διευθύνσεις* ὀφείλουν νὰ εὐνοοῦν τὴν ἀποκατάστασιν τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας ἐπὶ παγκοσμίου κλίμακος καὶ νὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν ἐπεκτάσεως τῆς διεθνοῦς τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας εἰς τὸ Ἐθνικὸν των δίκτυον.

4 2. Αἱ Διευθύνσεις* καθορίζουν τὰ Κέντρα τὰ ὁποῖα, ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τὸ ὁποῖον ἐξυπηρετοῦν, δέον νὰ θεωροῦνται ὡς διεθνῆ Κέντρα.

5 3. Αἱ ὁδοὶ ἐπικοινωνίας καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν διεθνῆ τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν ἐγκαθίστανται εἰς ἐπαρκῆ ἀριθμὸν διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς Ὑπηρεσίας.

6 4. Αἱ Διευθύνσεις* συνεργάζονται διὰ τὴν ἐγκατάστασιν, ἐκμετάλλευσιν καὶ συντήρησιν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνῆ Τηλεφωνικὴν Ὑπηρεσίαν ὁδῶν ἐπικοινωνίας καὶ ἐξοπλισμοῦ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐξασφαλίσεως τῆς καλυτέρας δυνατῆς ποιότητος ὑπηρεσίας.

7 5. Αἱ Διευθύνσεις* καθορίζουν διὰ κοινῆς συμφωνίας τὰς χρησιμοποιητέας ὁδοὺς πρὸς διοχέτευσιν τῆς κινήσεως(1).

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

1) Ἐν ἀναμονῇ συνάψεως κοινῆς συμφωνίας, ὅρα Σύστασις No 2 ἀφορῶσα εἰς τὴν διαχείρισιν τῆς ἐξερχομένης κινήσεως.

Ἄρθρον 4.

Ὑπηρεσίαι παρεχόμεναι εἰς τὸ Κοινόν.

8 1. Αἱ Διευθύνσεις* καθορίζουν δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τὰς κατηγορίας τῶν συνδιαλέξεων, τὰς εἰδικὰς εὐκολίας καὶ τὰς εἰδικὰς μεταδόσεις, διὰ τὰς ὁποίας χρησιμοποιοῦνται τηλεφωνικὰ κυκλώματα, αἱ ὁποῖαι γίνονται ἀποδεκταὶ εἰς τὰς μεταξύ των διεθνεῖς σχέσεις κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 39 καὶ 40 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965). Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, αἱ Διευθύνσεις* δύνανται νὰ συνάπτουν διμερεῖς ἢ περιοχικὰς συμφωνίας ἐχούσας ὡς ἀντικείμενον τὴν βελτίωσιν τῶν παρεχομένων τηλεφωνικῶν ὑπηρεσιῶν εἰς τὸ Κοινόν.

9 2. Αἱ Διευθύνσεις* καθορίζουν δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τοὺς ὅρους βάσει τῶν ὁποίων θέτουν εἰς τὴν ἀποκλειστικὴν διάθεσιν τρίτων διεθνῆ κυκλώματα τηλεφωνικοῦ τύπου, κατόπιν ἀναλόγου ἀποζημιώσεως, εἰς τὰς σχέσεις ὅπου παρόμοια κυκλώματα παραμένουν διαθέσιμα μετὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς δημοσίας ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 5.

Μέθοδοι ἐκμεταλλεύσεως.

10 Αἱ Διευθύνσεις* συμφωνοῦν διὰ τὴν ἐφαρμογήν, εἰς τὰς διεθνεῖς των σχέσεις, τῶν μεθόδων ἐκμεταλλεύσεως, αἱ ὁποῖαι ἀναποκρίνονται καλλίτερον, εἰς τὰς ἀνάγκας, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν συνθηκῶν καὶ τῶν δυνατοτήτων ἐκμεταλλεύσεως.

Ἄρθρον 6.

Τέλη κατανομῆς.

11 1. Τὸ τέλος κατανομῆς ἀποτελεῖται ἐκ τῶν τερματικῶν τελῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, ἐκ τοῦ ἢ τῶν διαβατικῶν τελῶν.

12 2. Αἱ Διευθύνσεις* καθορίζουν τὰ τερματικὰ καὶ τὰ διαβατικά των τέλη.

13 3. Ἐν τούτοις, αἱ Διευθύνσεις* δύνανται, κατόπιν συμφωνίας, νὰ καθορίζουν τὸ ἐφαρμοζόμενον συνολικὸν τέλος κατανομῆς εἰς δεδομένην σχέσιν καὶ τὴν κατανομὴν τούτου εἰς τερματικὰ μερίδια περιεχόμενα εἰς τὰς Διευθύνσεις* τῶν τερματικῶν χωρῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, εἰς διαβατικὰ μερίδια περιεχόμενα εἰς τὰς Διευθύνσεις* τῶν διαβατικῶν χωρῶν.

14 4. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν ὑφίσταται συμφωνία, ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 13, τὸ συνολικὸν τέλος κατανομῆς καθορίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 11 καὶ 12.

15 5. Ὅταν μία Διεύθυνσις* ἀποκτήσῃ, διὰ μισθώσεως ἢ διὰ παντὸς ἑτέρου τρόπου, τὸ δικαίωμα χρήσεως ἑνὸς τμήματος τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων ἑτέρας Διευθύνσεως*, αὕτη καθορίζει τὸ τέλος κατανομῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 11 καὶ 12 διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τμήματος τούτου τῆς ζεύξεως. Ὁμοίως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 13, τὸ μερίδιον τοῦ συνολικοῦ τέλους κατανομῆς, διὰ τὸ περὶ οὗ πρόκειται τμῆμα, περιέρχεται εἰς τὴν Διεύθυνσιν* ἡ ὁποία ἀπέκτησε τὸ δικαίωμα χρήσεως τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων τῆς ἑτέρας Διευθύνσεως*. Αἱ αὐταὶ διατάξεις ἐφαρμόζονται, ὅταν πλείονες Διευθύνσεις* ἀποκτήσουν ἀπὸ κοινοῦ τὸ δικαίωμα χρήσεως τμήματος τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων ἑτέρας Διευθύνσεως*.

Ἄρθρον 7.

Τέλη εἰσπράξεως.

16 1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμοζομένης ἐθνικῆς νομοθεσίας, ἑκάστη Διεύθυνσις* καθορίζει τὰ εἰσπρακτέα

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

παρὰ τοῦ Κοινοῦ τέλη. Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τελῶν τούτων, αἱ Διευθύνσεις* θὰ ἔδει νὰ καταβάλλουν προσπαθείας πρὸς ἀποφυγὴν μεγάλης ἀσυμμετρίας μεταξὺ τῶν ἐφαρμοζομένων τελῶν εἰσπράξεως κατὰ τὰς δύο κατευθύνσεις τῆς αὐτῆς σχέσεως.

17 2. Τὸ εἰσπραττόμενον παρὰ τοῦ Κοινοῦ τέλος μιᾶς ἐπικοινωνίας θὰ ἔδει, κατ' ἀρχήν, νὰ εἶναι τὸ αὐτὸ εἰς δεδομένην σχέσιν ἀνεξαρτήτως τῆς χρησιμοποιουμένης ὁδοῦ δρομολογήσεως.

Ἄρθρον 8.

Λογιστική [1].

18 1. Ἐκτὸς εἰδικῆς συμφωνίας, ἡ Διεύθυνσις*, ἡ ὑπεύθυνος διὰ τὴν εἴσπραξιν τῶν τελῶν, συντάσσει μηνιαῖον λογαριασμὸν ἐμφαίνοντα ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ καὶ ἀποστέλλει τοῦτον εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Διευθύνσεις*.

19 2. Οἱ λογαριασμοὶ ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει πρὸ τοῦ τέλους τοῦ τρίτου μηνὸς ἀπὸ τοῦ μηνὸς εἰς τὸν ὁποῖον ἀναφέρονται.

20 3. Κατ' ἀρχήν, ὁ λογαριασμὸς θεωρεῖται ὅτι ἐγένετο ἀποδεκτὸς ἄνευ ἀνάγκης ἰδιαιτέρας γνωστοποιήσεως τῆς ἀποδοχῆς του εἰς τὴν Διεύθυνσιν* ἡ ὁποία ἀπέστειλε τοῦτον.

21 4. Ἐν τούτοις, ἑκάστη Διεύθυνσις* ἔχει τὸ δικαίωμα ἀμφισβητήσεως τῶν στοιχείων ἑνὸς λογαριασμοῦ ἐντὸς περιόδου δύο μηνῶν, ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεώς του, ἀλλὰ μόνον καθ' ὃ μέτρον τοῦτο θεωρεῖται ἀναγκαῖον διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν διαφορῶν ἐντὸς ἀμοιβαίως παραδεκτῶν ὁρίων.

22 5. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ὑπολοίπου ἑνὸς λογαριασμοῦ δὲν θὰ καθυστερῇ ἐν ἀναμονῇ ρυθμίσεως τυχὸν ὡρισταμένης ἀμφισβητήσεως τοῦ λογαριασμοῦ τούτου. Αἱ ἀναπροσαρμογαὶ αἱ ὁποῖαι συμφωνοῦνται ἐκ τῶν ὑστέρων, θὰ περιλαμβάνωνται εἰς ἑπόμενον λογαριασμόν.

23 6. Εἰς σχέσεις εἰς τὰς ὁποίας δὲν ὑφίστανται εἰδικαὶ συμφωνίαι, συντάσσεται τὸ ταχύτερον δυνατὸν ὑπὸ τῆς πιστωτρίας Διευθύνσεως* τριμηνιαῖος ἐκκαθαριστικὸς λογαριασμός, ἐμφαίνων τὰ ὑπόλοιπα τῶν μηνιαίων λογαριασμῶν τῆς περιόδου εἰς τὴν ὁποία ἀναφέρεται καὶ ἀποστέλλεται εἰς διπλοῦν πρὸς τὴν χρεώστριαν Διεύθυνσιν*, ἡ ὁποία μετὰ τὸν ἔλεγχον, ἐπιστρέφει τὸ ἓν τῶν ἀντιγράφων θεωρημένον διὰ τῆς ἀποδοχῆς του.

24 7. Αἱ πληρωμαὶ πραγματοποιοῦνται τὸ συντομώτερον δυνατὸν ἀλλὰ εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν βραδύτερον τῶν ἓξ ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ χρεώστρια Διεύθυνσις* ἔλαβε τὸν τριμηνιαῖον ἐκκαθαριστικὸν λογαριασμόν. Παρερχομένης τῆς προθεσμίας ταύτης ἡ πιστώτρια Διεύθυνσις* ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ τόκον πρὸς 6 % ἐτησίως ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἑπομένης τῆς ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω τασσομένης προθεσμίας.

ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ.

Ἄρθρον 9.

Συμπληρωματικαὶ Διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ.

25 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς δύναται, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθμ. 37 Ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων (Montreux 1965), νὰ συμπληρωθῇ διὰ προσθέτου Προσαρτήματος, ἀποτελοῦντος ἀναπόσπαστον τμῆμα τούτου, περιλαμβάνοντος ἐνδεχομένως :

—Ἁπάσας τὰς διατάξεις τὰς ὁποίας ἡ Παγκόσμιος Διοικητικὴ Διάσκεψις Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974, θὰ κρίνῃ ἀπαραίτητον ὅπως ἐνσωματωθοῦν εἰς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

—Ἁπάσας τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Ἀναθεώρησις 1971), τῶν ὁποίων ἡ μεταφορὰ δυνατὸν νὰ κριθῇ σκόπιμος ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

– Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν διατάξεων τούτων ἢ πᾶσαν νέαν διάταξιν τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ υἱοθετηθοῦν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

26 2. Παρὰ ταῦτα, οὐδεμία διάταξις, οὕτω μεταφερομένη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ἐνσωματουμένη εἰς τὸ ἐν ἀριθμῷ 25 ἀναφερόμενον Προσάρτημα, ἠδύνατο νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς βελτίωσις ἢ τροποποίησις οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Εἰς περίπτωσιν ἀντιθέσεως, τὸ κείμενον τοῦ Κανονισμοῦ ὑπερισχύει τῶν διατάξεων τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου Προσαρτήματος.

Ἄρθρον 10.

Προσαρτήματα.

27 Ὁ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς συμπληροῦται διὰ τῶν Προσαρτημάτων 1 καὶ 2, τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμῆμα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 11.

Θέσις ἐν ἰσχύι τοῦ Κανονισμοῦ.

28 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1974, ἐξαιρέσει ἐνδεχομένως τοῦ Προσαρτήματος περὶ οὗ ὁ ἀριθμὸς 25, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εἰς ἡμερομηνίαν καθορισθησομένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

29 2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι δηλοῦν ὅτι, ἐὰν μία Διεύθυνσις διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ἐφαρμογῆς μιᾶς ἢ περισσοτέρων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμία ἑτέρα Διεύθυνσις ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τὴν ἢ τὰς ὡς εἴρηται διατάξεις εἰς τὰς σχέσεις αὐτῆς μετὰ τῆς Διευθύνσεως, ἡ ὁποία διετύπωσε τοιαύτας ἐπιφυλάξεις.

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸν παρόντα Κανονισμὸν εἰς ἓν ἀντίτυπον, ὁ ὁποῖος μετὰ τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἀριθμῷ 25 Προσαρτήματος, θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ κεκυρωμένον ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι ὑπέγραψαν τοῦτον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1974

(Ἕπονται αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν Κανονισμόν).

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 1.

Πληρωμὴ ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν.

Μὴ ὑπαρχουσῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ Διευθύνσεων* τὰ χρησιμοποιούμενα νομίσματα διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν, οἱ ὁποῖοι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Montreux, 1965), ἐκφράζονται εἰς χρυσᾶ φράγκα, ὡς ἐπίσης καὶ οἱ κανόνες μετατροπῆς τῶν νομισμάτων τούτων, δέον νὰ εἶναι οἱ ἀκόλουθοι :

1. Ἡ πληρωμὴ τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν διενεργεῖται εἰς τὸ ἐπιλεγὲν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ νόμισμα, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

1) Ὅρα ἐπίσης προσάρτημα 1.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

χρεώστου. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας, ἡ ἐκλογὴ τοῦ πιστωτοῦ ὑπερισχύει εἰς ἁπάσας τὰς περιπτώσεις, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 6.1. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς δὲν καθορίση νόμισμα, ἡ ἐκλογὴ ἐπαφίεται εἰς τὸν χρεώστην.

2. Τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἰς τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα, ὡς καθορίζεται κατωτέρω δέον νὰ εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ.

3. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς χρυσᾶ φράγκα, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τὸ ὁποῖον εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦτο, καθορίζεται ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν ἰσχύι κατὰ τὴν προτεραίαν τῆς πληρωμῆς ἰσοτιμίαν μεταξὺ τοῦ χρυσοῦ φράγκου καί :

α) τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τῆς ἐγκρινομένης ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Νομισματικοῦ Ταμείου (ἐφεξῆς καλουμένου Δ.Ν.Τ.). Ἐὰν ἐν τούτοις μία μέση τιμὴ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῆ, δυνάμει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δ.Ν.Τ., μετὰ τὴν ἔγκρισιν τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τῆς μονάδος ταύτης ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., ἡ εἰς χρυσὸν ἀξία, τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δέον νὰ χρησιμοποιῆται διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα τὴν Σημείωσιν, σελὶς .....).

β) ἢ τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τῆς καθοριζομένης μονομερῶς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (ἐφεξῆς προσδιοριζομένης διὰ τῆς ἐκφράσεως «καθοριζομένη μονομερῶς»). Ἐὰν ἐν τούτοις μία μέση τιμὴ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῆ μονομερῶς μεταγενεστέρως τοῦ μονομεροῦς καθορισμοῦ τῆς εἰς χρυσὸν ἰσοτιμίας, ἡ εἰς χρυσὸν ἀξία τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δέον νὰ χρησιμοποιῆται διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα Σημείωσιν, σελὶς .....).

3.1 Ἐὰν τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα δὲν ἀνταποκρίνεται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 3 ἢ ἐὰν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὅρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ. ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου (παράγραφος 3α) ἢ τὰ καθοριζόμενα προγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (παράγραφος 3β) δὲν τηροῦνται, ἡ ἰσοδύναμος ἀξία τοῦ νομίσματος τούτου ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς, τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῶς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ξένου συναλλάγματος, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 6 προβλεπομένους ὅρους διὰ συσχετίσεως πρὸς ἕτερον νόμισμα, τὸ ὁποῖον ἀνταποκρίνεται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 3.

4. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα εἶναι τὸ αὐτὸ πρὸς τὸ νόμισμα τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἶναι τὸ ποσὸν τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ.

5. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγὲν διὰ τὴν πληρωμὴν νόμισμα εἶναι διάφορον τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος διὰ τὴν πληρωμὴν καθορίζεται βάσει τῆς εἰς χρυσὸν ἀξίας τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, ἐν σχέσει πρὸς τὴν εἰς χρυσὸν ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, διὰ συσχετίσεως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν ἀξίας, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 3 ἀναφερομένους ὅρους.

5.1 Ἐὰν διὰ τὸ ἓν ἢ τὸ ἕτερον ἢ καὶ ἀμφότερα τὰ εἰς τὴν παράγραφον 5, ἀναφερόμενα νομίσματα δὲν ὑφίστανται ἰσοτιμία ἢ ἀξία, ὡς αὕτη ἐμφαίνεται εἰς τὴν παράγραφον 3, ἢ ἐὰν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὅρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ. ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου ἢ τὰ καθοριζόμενα προγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπέζης τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας δὲν τηροῦνται, ἡ ἰσοδύναμος ἀξία τοῦ ἑνὸς νομίσματος πρὸς τὸ ἕτερον ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῶς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ξένου συναλλάγματος, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 6 προβλεπομένους ὅρους.

6. Πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τῆς ἰσοδυναμίας ἑνὸς νομίσματος, συμφώνως πρὸς τὴν ἐπίσημον ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος, περὶ τῆς ὁποίας αἱ παράγραφοι 3.1 καὶ 5.1, δέον ὅπως αὕτη βασίζεται ἐπὶ τῆς τιμῆς κλεισίματος τῆς ἐφαρμοζομένης εἰς τὴν πλειονότητα τῶν ἐμπορικῶν συναλλαγῶν, ἀμέσου παραδόσεως διὰ τηλεγραφικῆς εἰδοποιήσεως, εἰς τὴν ἐπίσημον ἀγορὰν συναλλαγμάτων ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος εἰς τὸ κυριώτερον οἰκονομικὸν κέντρον τῆς χρεωστρίας χώρας, κατὰ τὴν προηγουμένην τῆς πληρωμῆς ἢ πρὸς τὴν πλέον πρόσφατον τιμήν.

6. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς ἐπιλέξῃ νόμισμα μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς ἢ νόμισμα τοῦ ὁποίου ἡ ἰσοδύναμος ἀξία δέον νὰ καθορισθῆ βάσει νομίσματος, μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς, ἡ χρησιμοποίησις τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος δέον νὰ εἶναι ἀποδεκτὴ ὑπὸ τοῦ χρεώστου.

7. Κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς πληρωμῆς, ὁ χρεώστης δέον νὰ ἐμβάζῃ τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογιζομένου κατὰ τὰ ἀνωτέρω, διὰ τραπεζικῆς ἐπιταγῆς, ἐμβάσματος ἢ δι' οἱουδήποτε ἑτέρου τρόπου ἀποδεκτοῦ ὑπὸ τοῦ χρεώστου καὶ τοῦ πιστωτοῦ. Ἐὰν ὁ πιστωτὴς οὐδεμίαν ἐκφράζῃ προτίμησιν, ἡ ἐκλογὴ ἐπαφίεται εἰς τὸν χρεώστην.

8. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τηροῦνται αἱ προθεσμίαι πληρωμῆς αἱ Διευθύνσεις* δύνανται, κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας, νὰ διακανονίζουν τὰ πάσης φύσεως ὑπόλοιπα αὐτῶν, διὰ συμψηφισμοῦ πιστωτικῶν ἢ χρεωστικῶν ὑπολοίπων των, εἰς τὰς σχέσεις αὐτῶν μεθ' ἑτέρων Διευθύνσεων* Ὁ συμψηφισμὸς δύναται νὰ ἐπεκταθῆ, κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας, καὶ εἰς ὀφειλὰς προερχομένας ἐκ ταχυδρομικῶν ὑπηρεσιῶν, εἰς ἃς περιπτώσεις ἀμφότεραι αἱ Διευθύνσεις* παρέχουν ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας.

9. Τὰ ἔξοδα πληρωμῆς (φόροι, δαπάναι συμψηφισμοῦ, προμήθειαι, ἐντολαὶ κ.λπ.), τὰ ὁποῖα ἐπιβάλλονται εἰς τὴν χρεώστριαν χώραν, βαρύνουν τὸν χρεώστην. Τὰ ἐπιβαλλόμενα ἔξοδα εἰς τὴν πιστώτριαν χώραν, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐξόδων πληρωμῆς τὰ ὁποῖα κρατοῦνται ὑπὸ τραπεζῶν ἐνδιαμέσων χωρῶν, βαρύνουν τὸν πιστωτήν.

10. Ἐάν, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα ἀπὸ τῆς διενεργείας τοῦ ἐμβάσματος (ἐπιταγῆς κ.λπ.) ὑπὸ τοῦ χρεώστου μέχρι τῆς λήψεως τούτου ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ, λάβῃ χώραν μεταβολὴ εἰς τὴν ἰσοδύναμον ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογισθείσης ὡς ἐν παραγράφοις 3, 3.1, 5, 5.1 ἢ 6 ἀναφέρεται καὶ ἐφ' ὅσον ἡ ἐκ τῆς μεταβολῆς ταύτης προκύπτουσα διαφορὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 5 % τῆς ἀξίας τοῦ ὀφειλομένου ποσοῦ, (ὡς ὑπελογίσθη μετὰ τὴν ἐν λόγῳ μεταβολὴν) τὸ σύνολον τῆς διαφορᾶς κατανέμεται ἐξ ἡμισείας μεταξὺ χρεώστου καὶ πιστωτοῦ.

11. Ἐὰν λάβῃ χώραν βασικὴ μεταβολὴ τοῦ διεθνοῦς νομισματικοῦ συστήματος (π.χ. οὐσιώδης γενικὴ ἀλλαγὴ τῆς ἐπισήμου τιμῆς τοῦ χρυσοῦ ἢ ἐὰν ὁ χρυσὸς παύσῃ νὰ χρησιμοποιῆται ὡς γενικὴ βάσις ὑπολογισμοῦ τῶν νομισμάτων) συνεπείᾳ τῆς ὁποίας καθίστανται ἄκυροι ἢ ἀνεφάρμοστοι αἱ προβλεπόμεναι εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ἐκ τῶν ἀνωτέρω παραγράφων διατάξεις, αἱ Διευθύνσεις* ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ υἱοθετοῦν, κατόπιν ἀμοιβαίων συμφωνιῶν, διαφόρους διαδικασίας διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν, μέχρις ἀναθεωρήσεως τοῦ παρόντος Προσαρτήματος.

Σημείωσις :

Ὁσάκις ἡ μέση τιμὴ ἐκφράζεται ἐν σχέσει πρὸς τὸ νόμισμα ἑτέρας χώρας μέλους τοῦ Δ.Ν.Τ. (τοῦ νομίσματος τούτου καλουμένου ἐφεξῆς «ἕτερον νόμισμα»), τὸ ποσὸν

---

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

εἰς ἐπιλεγὲν νόμισμα καθορίζεται ἀρχικῶς διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἰσοτιμίας (ἐγκεκριμένης ὑπὸ Δ.Ν.Τ.) τοῦ ἑτέρου νομίσματος εἰς τὸ εἰς χρυσᾶ φράγκα ποσὸν καὶ κατόπιν διὰ τῆς μετατροπῆς εἰς τὸ ἐπιλεγὲν νόμισμα τοῦ οὕτω προκύπτοντος ἀποτελέσματος. Εἰς ἣν περίπτωσιν δὲν ὑφίσταται διὰ τὸ ἕτερον νόμισμα ἐν ἰσχύι ἰσοτιμία ἐγκεκριμένη ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., δέον νὰ ἐφαρμόζωνται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 6.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 2.

ΓΕΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ.

ΑΜΟΙΒΑΙΑΙ ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ.

Σχέσεις τῶν Διευθύνσεων μεταξὺ των μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

1. Ἡ Γενικὴ Γραμματεία δημοσιεύει πληροφορίας καὶ στατιστικάς, ἀφορώσας εἰς τὰς διεθνεῖς ὑπηρεσίας, ἀναφερομένας εἰς συμφωνίας, συναπτομένας μεταξὺ Διευθύνσεων* καὶ εἰς Ἀποφάσεις τῶν ἁρμοδίων Διοικητικῶν Διασκέψεων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν Συστάσεων τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

2. Αἱ Διευθύνσεις* γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν πᾶσαν προσθήκην, τροποποίησιν ἢ διαγραφήν, ἐπιφερομένην εἰς τὰς ἀνωτέρω πληροφορίας καὶ στατιστικάς. Αἱ τροποποιήσεις, αἱ ἐπερχόμεναι εἰς τὰ σχετικὰ δημοσιεύματα, θὰ γνωστοποιοῦνται, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, κατὰ τὸν προσήκοντα διὰ τὰ δημοσιεύματα ταῦτα τύπον. Διὰ τὰς στατιστικὰς καὶ ἑτέρας πληροφορίας, αἱ ὁποῖαι δέον νὰ ἀπεικονίζωνται ὑπὸ μορφὴν πινάκων, θὰ διαβιβάζωνται ἐρωτηματολόγια εἰς τὰς Διευθύνσεις*.

3. Αἱ Διευθύνσεις* δέον νὰ ἀπαντοῦν πλήρως καὶ ἐγκαίρως εἰς τὰς αἰτήσεις τῆς Γενικῆς Γραμματείας ἐπὶ πληροφοριῶν, αἱ ὁποῖαι δέον νὰ περιληφθοῦν εἰς τὰ περὶ ὧν πρόκειται δημοσιεύματα.

Τελικὸν Πρωτόκολλον.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι λαμβάνουν γνῶσιν τῶν ἀκολούθων δηλώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως.

I

(Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

1. Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὗται, διὰ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεύης, 1973) ἐξ ὀνόματός των ἢ διὰ τῆς ἐπικυρώσεως τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Κανονισμοῦ εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ὑπηρεσίαν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὰ τηλεγραφήματα μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς ἀφ' ἑνός, καὶ τοῦ Καναδᾶ, τοῦ Μεξικοῦ καὶ τῶν νήσων Saint-Pierre καὶ Miquelon ἀφ' ἑτέρου καὶ τὰ ἐφαρμοστέα εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ταύτην τέλη.

2. Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὗται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεύης, 1973) διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν ἄλλων ἐκτὸς ἐκείνων αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν διὰ τὴν ἀνταπόκρισιν τοῦ Κοινοῦ.

II

(Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

1. Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὗται, διὰ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεύης, 1973) ἐξ ὀνόματός των ἢ διὰ τῆς ἐπικυρώσεως τοῦ Κανονισμοῦ τούτου οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Κανονισμοῦ εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ὑπηρεσίαν τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὴν τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Καναδᾶ, τοῦ Μεξικοῦ καὶ τῶν νήσων Saint-Pierre καὶ Miquelon ἀφ' ἑτέρου καὶ τὰ ἐφαρμοστέα εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ταύτην τέλη.

2. Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὗται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεύης, 1973), διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν ἄλλων ἐκτὸς ἐκείνων αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν διὰ τὴν ἀνταπόκρισιν τοῦ Κοινοῦ.

III

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Λαϊκὴ καὶ Δημοκρατική).

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας – Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς δηλοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς χώρας της νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα πρὸς προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὡρισμέναι χῶραι δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

IV

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκήν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰαμαϊκῆς ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα τῆς Διευθύνσεώς της νὰ ἀποδέχεται ἢ μὴ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

V

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης.

Ἡ ὑπογραφὴ τῶν Τελικῶν Πράξεων (Τηλεγραφικὸς Κανονισμός, Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς καὶ Τελικὸν Πρωτόκολλον) τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Λιβύης ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβύης, ὡς τοῦτο ἀναφέρεται εἰς τὰ διαπιστευτήρια τῆς ἀντιπροσωπείας.

VI

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὸ Μεξικόν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὸ Μεξικὸν ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ἐφαρμογῆς τῶν Συστάσεων τῆς C.C.I.T.T. ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ αὗται ἐπιτρέπουν τὴν ἐπίλυσιν διεθνῶν προβλημάτων παγκοσμίου χαρακτῆρος ὡς καὶ περιοχικῶν τοιούτων.

* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

VII

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας.

Ἡ Ρουμανικὴ ἀντιπροσωπεία, προβαίνουσα εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς παρούσης Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, ἤτοι τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Τελικοῦ Πρωτοκόλλου δηλοῖ ὅτι ὑπογράφει τὰς Πράξεις ταύτας ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς μεταγενεστέρας ἐγκρίσεώς των ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

VIII

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατικῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας, δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν οἱαδήποτε χώρα δὲν τηρῇ τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὰς υἱοθετηθείσας ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

IX

(Τηλεγραφικὸς καὶ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατικῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδὰν δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν οἱαδήποτε χώρα δὲν τηρῇ τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὰς υἱοθετηθείσας ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

X

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας, τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Οὐγγαρίας, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Πολωνίας, ἡ Δημοκρατικὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας, ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας, ἡ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Τσεχοσλοβακίας, ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δηλοῦν ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διευθύνσεως τῆς Σαΐγκὸν δὲν ἐκπροσωποῦν τὸ Νότιον Βιὲτ-Νάμ, καθ' ὅσον εἰς τὸ Νότιον Βιὲτ-Νὰμ ὑπάρχουν δύο ζῶναι καὶ δύο Διευθύνσεις προσωρινὴ Ἐπαναστατικὴ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιὲτ-Νὰμ καὶ ἡ Διεύθυνσις τῆς Σαϊγκόν.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφὴ τῶν Τελικῶν Πράξεων ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Διευθύνσεως τῆς Σαΐγκὸν δὲν δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ὑπογραφὴ ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιὲτ-Νάμ.

XI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας.

1. Ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων ἐπὶ τοῦ Βιὲτ-Νὰμ ἀναγνωρίζει ὡς βεβαίαν τὴν ὕπαρξιν εἰς τὸ Νότιον Βιὲτ-Νάμ, δύο Διευθύνσεων: τὴν προσωρινὴν ἐπαναστατικὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιὲτ-Νὰμ καὶ τὰς Ἀρχὰς τῆς Σαϊγκόν. Ὑπὸ τὴν παροῦσαν πολιτικὴν κατάστασιν εἶναι ἀντικανονικὸν ὅπως αἱ Ἀρχαὶ τῆς Σαϊγκὸν ἐκπροσωποῦνται ἑτερομερῶς εἰς τὰς συνόδους τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Διὰ τοῦτο ἐκφράζομεν τὴν λύπην μας.

Αἱ ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκὸν τεθεῖσαι ὑπογραφαὶ εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν καὶ Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν εἶναι διὰ τοῦτο ἄκυροι καὶ ἀνυπόστατοι.

2. Οἱ διοικοῦντες λευκοὶ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, οἱ ὁποῖοι ἐπιβάλλουν τὸν ἀποικιακὸν νόμον εἰς τὸν λαὸν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, δὲν δύνανται κατ' οὐδένα τρόπον νὰ συμμετέχουν εἰς τὰς συνόδους τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐν ὀνόματι τοῦ Λαοῦ τούτου. Ἡ ὑπογραφὴ ἑπομένως ὑπ' αὐτῶν τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ εἶναι παράνομος.

XII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας διαμαρτύρεται κατὰ τῆς παρουσίας εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς αὐτοαποκαλουμένης Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ-Νάμ, καθ' ὅσον ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δὲν ἀντιπροσωπεύει τὸν Βιετναμικὸν λαόν.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας ἐπιθυμεῖ νὰ δηλώσῃ ὅτι θεωρεῖ ἄκυρον καὶ ἀνυπόστατον τὴν ὑπὸ τῆς ρατσιστικῆς Κυβερνήσεως τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς γενομένην πληρεξουσιότητα.

XIII

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας δηλοῖ ὅτι ἡ Διεύθυνσις τῆς Σαΐγκὸν δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ τὸ Νότιον Βιὲτ-Νὰμ εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας. Κατὰ συνέπειαν, ἡ Ρουμανικὴ ἀντιπροσωπεία θεωρεῖ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαΐγκὸν ὡς ἄκυρον καὶ ἀνυπόστατον.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὡσαύτως θεωρεῖ ὅτι ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς δὲν ἐκπροσωπεῖ τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ κατὰ συνέπειαν δὲν δύναται νὰ ἐνεργῇ ἐξ ὀνόματός του.

XIV

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας

Ἐξ ὀνόματος τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, δηλοῦται ὅτι ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βιὲτ-Νὰμ δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράφῃ τὰς Τελικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως ταύτης ἐπ' ὀνόματι ὁλοκλήρου τοῦ Βιὲτ-Νάμ.

XV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιὲτ-Νάμ.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιὲτ-Νὰμ ἀπορρίπτει κατηγορηματικῶς τὰς κακοβούλους δηλώσεις τὰς γενομένας ὑπὸ ὡρισμένων ἀντιπροσωπειῶν καὶ λυπεῖται διὰ τὴν καταχρηστικὴν χρησιμοποίησιν, ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἀντιπροσωπειῶν, τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, διὰ σκοποὺς πολιτικοὺς καὶ προπαγάνδας.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιὲτ-Νάμ ἐπαναλαμβάνει τὴν δήλωσιν τὴν γενομένην εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου τῶν Διαπιστευτηρίων καὶ θεωρεῖ τὰς δηλώσεις τῶν ὡς ἄνω ἀντιπροσωπειῶν ἀκύρους καὶ ἀνυποστάτους.

XVI

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Λαϊκὴ καὶ Δημοκρατική), τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης, τὴν Αἰθιοπίαν, τὴν Κένυα, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας, τὴν Οὐγκάντα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν, τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο, τὴν Τυνησίαν.

Αἱ ἀνωτέρω ἀντιπροσωπεῖαι θεωροῦν ὅτι ἡ ἐνταῦθα παροῦσα ἀντιπροσωπεία ἐξ ὀνόματος τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς δὲν ἐκπροσωπεῖ τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς. Ἐκ τοῦ λόγου τούτου δὲν δύναται αὕτη νὰ ἐνεργῇ ἐξ ὀνόματός του.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφὴ ὑπὸ ταύτης τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας εἶναι παράνομος.

XVII

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας, τὴν Ἕνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ ἀνωτέρω ἀντιπροσωπεῖαι ὑποστηρίζουν ἄνευ ἐπιφυλάξεως τὴν δήλωσιν τῆς Ὁμάδος τῶν Ἀφρικανικῶν Χωρῶν τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν ἀποδοκιμασίαν τῆς ρατσιστικῆς πολιτικῆς τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ πρὸς τὴν παράνομον συμμετοχὴν τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἕκαστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸ Τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Γαλλικήν, Ἱσπανικήν, Κινεζικὴν καὶ Ρωσικήν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1973

(Ἕπονται αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν Κανονισμόν).

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2.	» » » Β'	»	700
3.	» » » Γ'	»	500
4.	» » » Δ'	»	1.000
5.	» » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6.	» » » Παράρτημα	»	300
7.	» » Δελτίου Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8.	» » Δελτίου Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1.	Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2.	» » » Β'	»	35
3.	» » » Γ'	»	25
4.	» » » Δ'	»	50
5.	» » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6.	» » Παράρτημα	»	15
7.	» » Δελτίου Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8.	» » Δελτίου Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι' Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	200
6.	Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9.	Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12.	Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13.	Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1.	Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4.	Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5.	Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1.	Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων ... » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048, 5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ